

# NOIR & ROUGE

CAHIERS D'ETUDES EDITIONES PAR LES GROUPES  
ANARCHISTES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

## AVIS AUX LECTEURS

Les camarades chargés de la réalisation pratique de "Noir et Rouge" font appel à la compréhension des lecteurs pour excuser la mauvaise qualité de la présentation et du tirage de ce second numéro. Une succession de difficultés techniques ayant surgies tout au long de sa confection.

Nous nous organisons actuellement pour que les prochains cahiers bénéficient d'une présentation améliorée.

D'autre part, la commission de rédaction a fait un effort et on remarquera que ce numéro 2 est déjà plus étouffé que le premier.

Désormais "Noir et Rouge" paraîtra tous les trois mois sur 32 pages.

Dès que les moyens le permettront nous envisageons une parution tous les deux mois et un tirage plus important.

Mais ceci est fonction de l'intérêt que les lecteurs porteront - ou ne porteront pas - à notre effort et de la participation aux frais qu'ils lui consentiront.

Nous avons besoin de votre solidarité.

" N.etr "

- Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire -





## FRANCAIS D'ALGERIE-ISRAEL

Il est évident certes :

1) Que la clique dictatoriale égyptienne n'utilise l'hostilité à l'Israël que comme dérivatif à ses difficultés internes.

2) Que l'U.R.S.S. n'appuie les états arabes que pour de grosses raisons de stratégies et de propagandes mondiales, la clientèle de 60 millions d'arabes, voire de 300 millions de musulmans est préférable à celle d'un million et demi d'israéliens ou de 5 millions de juifs.

Ceci dit, il n'empêche que, d'un point de vue anarchiste aussi, les israéliens ne valent pas mieux que les français d'Afrique du Nord. Collectivités humaines de même importance, d'origine voisine et vivant dans des conditions semblables.

D'abord, comme toutes collectivités humaines elles ont droit à notre fraternité.

Parmi les français d'Afrique du Nord comme parmi les juifs d'Israël, il y a beaucoup de travailleurs, pas mal de parasites, encore plus de gens qui travaillent dur à des activités parasitaires.

Européens implantés en pays arabe depuis 2 ou 3 générations, ils ont apporté les méthodes techniques modernes dans des pays médiévaux. Les modes modernes d'exploitation du sol comme d'exploitation de l'homme.

Une société dans sa presque totalité urbaine dans un pays qui n'avait pas de grandes villes, pas de réseau de communication, pas d'industrie. Une agriculture mécanisée et spéculative dans des régions traditionnellement vouées au nomadisme pastoral et à l'économie de subsistance. Une économie d'échange liée au commerce mondial et ne s'étant maintenue par lui, que par l'existence du marché et du soutien économique français pour l'Afrique du Nord, que par l'appui financier de la communauté juive mondiale et surtout américaine pour Israël.

En un mot la société capitaliste dans une société tribale et féodale.

Cela n'équivaut pas nécessairement à un progrès humain.

Nous n'avons jamais cru à la nécessité objective de passer par toutes les formes d'exploitation possible pour arriver au socialisme.

La liberté du nomade est un mythe aussi séduisant que celle de l'aventurier, du pionner partout pour les "terres vierges".

Et de même qu'il n'est pas plus question de retourner à la vie libre des grands pasteurs qu'à celle, du communisme primitif des cavernes, nous voyons aujourd'hui plus clairement que jamais combien le mythe du "pionner" était vrai et faux, utopique.

Simplement parceque le monde est fini, fermé.

Toutes les Icaries d'Amérique toutes les colonies de Doukhobores, de Caucasic, de Silésie, du Canada ont échoué et échoueront comme échoueront les Kibboutz.

Il est délicat de construire la société nouvelle dans la coquille de l'ancienne, mais le paradoxe est de construire la nouvelle comme bouclier de l'ancienne.

Une minorité d'avant garde, servant de rempart au monde du profit c'est quand même précaire à tous points de vue. Tolérée en tant qu'unité infinitésimale, qu'association de "cinglés" utiles, isolés du reste de la population. Tolérée tant qu'il s'agira de protéger les frontières du capitalisme.

Tant de braves gens de bonne volonté-à côté des entrepreneurs avides- proscrites volontaires ou non. Ouvriers de Juin 48, opposants du 2 Décembre, Alsaciens-Lorrains en Algérie ; rescapés des pogromes, des ghettos et des camps de la mort en Israël.

Tous se sont donnés un mal de chien pour créer un peu plus de bonheur ont irrigué, fertilisé des terres ? Oui ! Bravo ? Non !

Tous leurs efforts de sueur et de sang, de patience et de ténacité n'effaceront pas les liens qui les attachent à ce qui est plus : au système qui leur a permis cela, qui leur a fourni ces terres acquises par toutes les formes juridiques de la spoliation. Ce système c'est

Un barrage ne fait pas pas le socialisme et mille barrages non plus.

Un hectare pris sur le " désert " ne fait pas la civilisation meilleure , ni mille hectares.

Ces routes, ces villes, ces champs, ces écoles, ces récoltes ont la valeur qu'ils ont chez nous ni plus ni moins. C'est la société moderne où nous vivons avec tous ses espoirs et toutes ses tares.

Mais le drame commence parceque Israël exclut les arabes comme l'Algérie française exclut les mêmes arabes.

Parce que la société la plus évoluée- exploités et exploités- se juxtapose à l'autre-exploités et exploités-et repousse l'ancienne. Pire : l'ignore. Surtout si (et la mécanisation le permet) l'agriculture comme l'industrie peut se parrer de main-d'œuvre indigène.

L'indigène est là, à côté. Témoin.

Témoins ces arabes chassés de leur pâturage d'hiver des plaines de l'Oranie repoussés dans les montagnes.

Témoins ces centaines de milliers de Kabyles affluant dans les bidonvilles. Les Européens ont éteint les foyers d'endémies et d'épidémies trop dangereux pour le monde , et les montagnards sont de plus en plus nombreux à rester en vie-bien que sans travail possible.

Témoins ces 700.000 arabes (autant que de juifs armés) chassés d'Israël parqués dans des camps.

Témoins ces citoyens de seconde zone que sont les 150.000 arabes restés en Israël.

Aujourd'hui on comprend que les seules colonisations ayant réussi depuis 1 Siècle et demi sont celles qui ont préalablement détruit physiquement l'indigène.

Achat par l'Etat américain des scalps d'Indiens.

Chasse à l'homme systématique en Tasmanie

Réserves indiennes des Etats Unis.

Déjà les réserves bantoues, en Afrique du sud, laissent prévoir l'échec inévitable de l'"Apartheid".

Pas plus que les Anglo-Boers les Français du Magheb ni les juifs d'Israël ne pourront avaler un continent.

Les jours sont comptés de ces annexes de la civilisation européenne qui ne peuvent s'affirmer que par la négation des autres formes sociales et nationales.

Nous n'allons pas regretter leur règne éphémère.

J.PRESLY.

#### NOTE ECONOMIQUE SUR L'ALGERIE

Sur 1 Million d'Européens d'Algérie 500.000 habitent l'agglomération d'Alger, 200.000 à Bône, Bougie, Mostaganem; Sidi Bel Abes... et 25 à 30.000 le bled où ils se trouvent à côté de 8 millions de musulmans. ( ex-gouverneur M.E.NADGELEN, article dans l'"Information" )

Sur 25.000 propriétaires exploitants européens d'Algérie

- 8.000 vivent de moins de 10 ha et possèdent en tout 40.000ha 1,5% de la propriété européenne.

- 11.000 sont de moyens exploitants (10 à 100 ha) et possèdent aussi 515.000 ha soit moins de 20% de la propriété européenne

-- 6.000 gros colons (plus de 100 ha ) possèdent 2.165.000 ha soit 80% de la propriété européenne.

Ainsi donc moins du quart des colons possèdent plus des 3/4 de la terre de la colonisation.

Enfin parmi les gros : 900 colons sont propriétaires de plus de 500 ha chacun et à eux tous possèdent 965.000 ha, près du tiers de la colonisation, soit plus que 20.000 autres colons.

(d'après le Professeur DRESCH Cours de géo.Agr.55.56

Dans l'Algérie non saharienne sur 6.765.000 Ha cultivables

2.705.000 appartiennent aux colons soit 31,2%

ou plutôt: 27,9% de la superficie effectivement cultivée.

En Tunisie sur 3.750.000 hs cultivables ou 3.080.000 hs cultivés, 758.000 appartiennent aux colons et 94.000 sont loués par eux à des propriétaires autochtones ce qui fait 27,6%.

Au Maroc sur 7.500.000 hs cultivés 1.085.000 appartiennent aux colons soit 14,5%.

Or la population musulmane est en majorité rurale :

Algérie : 82% - Tunisie : 75% - Maroc : 80%.

Et la population européenne en majorité urbaine :

Algérie : 80% - Tunisie : 85% - Maroc : 85%.

En Algérie la valeur de la production agricole totale brut était en 1953 de 140 milliards 714 millions, sur ce total 92 milliards 55 millions, soit plus de 65 % provenant des entreprises européennes.

Professeur DRESCH Cours Géo. Agri. 1955-56.

### NOTE DEMOGRAPHIQUE

En France la situation démographique était devenue particulièrement déficitaire après la guerre de 14-18. Ceci se traduisait par une baisse régulière des classes nées dans cette période.

Or, depuis la guerre de 39-45 cette évolution décadente est renversée: le taux de la reproduction dépasse le taux de remplacement et atteint pour la période 43-54 entre 110 et 120 ce qui équivaut à dire que la population, à ce rythme, s'accroît de 10 à 20 % en 25 ans.

On prévoit donc à partir de la période 1962-65 des classes d'âge actif une fois et demi supérieures aux classes d'âge actuellement en activité.

Ce qui veut dire qu'en 1962-65 il y aura 2 offres de travail là où il y en a 1 aujourd'hui et où il n'y en aura guère plus de une dans 5 à 6 ans (du fait de la baisse accentuée de natalité avant 1939)

Donc : baisse sensible des offres d'emploi puisqu'un peu plus tard que 1930 - ceci en harmonie avec la tendance technologique ("automation") à la restriction de la demande de main-d'oeuvre -.

Mais à partir de 1962-65 apparition massive sur le marché du travail de classes jeunes travailleurs presque 2 fois supérieures à celles arrivées à l'âge d'activité dans les années immédiatement antérieures. Alors que selon toute vraisemblance l'automation sera en progrès accru.

Alors, apparaîtront plus proches que jamais les perspectives suivantes :

Où la classe ouvrière aura obtenu une réduction verticale des heures, jours, mois et années de travail.

Où l'Etat aura pris les devants en multipliant les emplois non productifs plus ou moins parasitaires : bureaucratie des services administratifs et militarisation.

Où une explosion révolutionnaire sera devenue inévitable.

Où, enfin, conjonction et opposition de ces trois phénomènes.

" Chapitre IX : de l'abrutissement militaire. Ce n'est pas une insulte à l'armée. " La discipline, qui est la force principale des armées " dit la théorie, demande au soldat une obéissance irréfléchie et une soumission de tous les instants. Elle doit d'abord supprimer l'intelligence, ensuite y substituer un petit nombre d'instincts animaux dérivés de l'instinct de conservation, volontés moindres développées dans le sens de la volonté du chef."

( Alfred JARRY: Les jours et les nuits - Roman d'un déserteur.)

" NOTRE ENNEMI EST CHEZ NOUS "

( Karl LIBKNECHT )

## COMMENT ON PRÉPARE LA GUERRE.

Nous tenons à la clarté du langage : La situation en Algérie a un nom: C'EST LA GUERRE.

Nous nous attendions à une guerre de classes mais c'est la guerre tout court. Car il faut être stalinien pour croire que: "La lutte des commerçants et des intellectuels bourgeois égyptiens, malgré l'origine et la condition bourgeoise des leaders du mouvement et bien qu'ils soient contre le socialisme... doit infailliblement amener la crise du capitalisme mondial." ("Principes du Léninisme". Conférence à l'université Sverdlov, Avril 1944.)

Le prolétariat nord-africain a-t-il pu comprendre en tant que classe, que "la liberté ne consiste pas", comme disait le grand écrivain libertaire yougoslave: Svetozar Markovitch "à remplacer les prisons turques par les prisons serbes."

La grande force du prolétariat est sa "mémoire" même quand il lui manquent les organisations de classe. Car la conscience de classe ne se "fabrique" pas en deux jours. La mémoire du prolétariat nord-africain n'est pas longue et, en reculant dans l'histoire, s'enfonce vite dans le féodalisme avec une organisation tribale, patriarcale mais s'il est vrai qu'il existe pas de sauts dans l'histoire il est aussi vrai que les "locomotives d'histoire" dont parlait Lénine, sont devenues des... avions à réaction...

Qui a intérêt à les freiner ?

Qui a intérêt à ce que les peuples coloniaux passent et s'arrêtent longuement dans le stade des Etats nationaux ?

Sûr est pas le prolétariat des colonies, pas plus que le prolétariat de la métropole.

Au premier, nous aurions lui reprocher son attitude nationaliste avec tout ce qu'elle comporte, sans avouer - en plus des facteurs que nous venons d'exposer - notre absence.

Mais le second ? Comment se fait-il qu'il marche dans cette guerre? Les syndicats bureaucratisés qui servent de frein au service de l'Etat et au sauvetage du Capitalisme, la mystification stalinienne qui a brisé l'unité de la classe ouvrière, qui a fatigué, épuisé la force du prolétariat par une gymnastique de grèves ne servant que... la tactique du P.C.F. (débrayage 1/4 d'heure contre Rigway, 1/2 heure pour libérer Henri Martin - Duclos - Durand ou Dupont), votes à l'Assemblée des élus, de tous les élus "du peuple", de mesures préparant la guerre...

Tout cela et mille autres facteurs économiques, psychologiques, et humains ont créé cette situation, dans laquelle la classe dirigeante n'avait qu'à appliquer les enseignements des "Classiques":

"Bien sûr le peuple ne veut pas la guerre. Pourquoi voulez-vous qu'un pauvre paysan sentimental dans une ferme veuille risquer sa vie dans une guerre puisque le mieux qui puisse en espérer c'est de revenir en pièces détachées dans sa ferme. Naturellement le peuple ordinaire ne veut pas la guerre. Ni en Russie, ni en Angleterre, ni en Amérique, ni même en Allemagne. C'est entendu ! mais après tout ce sont les chefs du pays qui déterminent la Politique. Et c'est toujours une chose très simple d'entraîner le peuple, qu'il s'agisse d'une démocratie ou d'une dictature fasciste, ou d'un parlement, ou d'une dictature communiste..."

Vote ou pas vote, on peut toujours amener le peuple à obéir aux ordres des chefs. C'est facile. Tout ce que vous avez à faire c'est de leur raconter qu'ils ont été attaqués et de dénoncer les pacifistes pour leur manque de patriotisme qui expose le pays au danger. Ça marche toujours de la même façon dans tous les pays..."

Voilà comment on prépare la guerre - par un qui s'y connaissait... (confession du Maréchal Hermann Göring au Docteur G.M. Gilbert, professeur de psychologie à l'Université de Princeton, qui lui était attaché pendant le procès de Nuremberg.)

WALTER.



Les problèmes posés par l'évolution actuelle  
du  
parti communiste

---

Il est hors de doute que l'existence de la Russie soviétique, de même que celle des partis communistes des différents pays posent un nombre de problèmes considérables pour les hommes de notre temps. Pour les uns, tout ce qui vient de l'Est est nécessairement bon et sans critiques possibles. Pour les autres, tout est nécessairement mauvais. Nous rencontrons d'ailleurs nombre de militants anarchistes qui pratiquent d'une manière simpliste une opposition systématique à tout ce qui est communiste. (Il y a quelques mois, nous aurions dit "stalinien") Il est temps de reprendre le problème sans passion et d'analyser les faits à la lumière de nos thèses anarchistes révolutionnaires, c'est-à-dire avant tout par une méthode matérialiste.

Il est souvent amusant d'observer l'attitude des différents réactionnaires en face du fait soviétique. Pas un journal bourgeois qui ne parle à longueur de colonne du danger que le bolchevisme fait courir à la Civilisation occidentale. Pas un journal bourgeois qui n'a déjà présenté au moins quatre ou cinq thèses contradictoires sur ce régime et son comportement. On commente les "tournants" de la politique russe. On est tantôt rassuré, tantôt inquiet. On voit telle ou telle menace ou tel ou tel espoir dans une déclaration anodine de Molotov à l'ONU ou ailleurs. On critique souvent le régime communiste pour ne pas avoir à convenir que le nôtre porte en lui les mêmes tares. On s'émerveille devant les impressions des passagers du "Batory" et on parle ensuite des camps de concentration. Mieux, après avoir voué Staline aux foudres de l'Enfer, de son vivant, les journaux bourgeois le considèrent après sa mort comme le plus grand homme de tous les temps et déclarent que sa mort représente une menace pour la paix. D'une façon ou d'une autre, les stratèges bourgeois sont incapables de présenter une critique ou une analyse cohérente du système soviétique, objet de leurs espoirs et de leurs craintes, tout à la fois. Les chefs communistes sont considérés comme des criminels, mais si l'un d'eux vient à se détacher du système et à "choisir la liberté", il est porté aux nues et on accorde à ses déclarations une publicité considérable. Le "Figaro" publie les déclarations du Campesino, on tire le livre de Kravchenko à des milliers d'exemplaires. On dit : "Vous voyez bien que le socialisme est impossible" et les mêmes d'affirmer un autre jour que le Socialisme est inexistant en URSS; sans s'apercevoir que les deux déclarations se détruisent. Enfin, il faut savoir qu'il existe dans le monde capitaliste occidental une conspiration contre l'Union Soviétique qui est dirigée par le Vatican qui rêve, depuis la fameuse histoire rocambolesque de Fatima de "convertir la Russie". Si certains militants anarchistes véhiculent sans discernement les différents boniments de la propagande "aux ordres", d'autres sont impressionnés par l'acharnement des réactionnaires contre l'URSS et se défendent de faire ce que l'on appelle classiquement de l'"anticommunisme". Il suffit qu'un nouveau tournant de la politique bolchévique ait quelque allure démocratique pour que le désarroi soit à son comble. Nous vivons certes dans le monde occidental et sommes solidaires du climat. En révolutionnaires véritables, nous devons, cependant, avoir des positions nettes. Pour ce faire, il n'y a pas d'autres solutions que de confronter le but à atteindre avec les méthodes propres à atteindre ce but. Et ceci, lucidement, sans parti pris.

Chacun d'entre nous côtoie tous les jours, sur son lieu de travail ou parmi ses relations, des militants du P.C. Il faut bien dire que la plupart du temps, ces hommes sont devenus communistes initialement pour les mêmes raisons que nous sommes devenus anarchistes. Ils ne connaissaient alors pas du tout le fonds des doctrines, pas plus que nous d'ailleurs, et le militantisme les formant

le fossé s'est creusé entre eux et nous. Devons nous nous en réjouir? Nous avons toujours été frappés par ce qu'écrivait Gaston Leval dans "L'indispensable Révolution": "Ce qu'on appelle le Communisme russe est une force enorme qui, si elle était vraiment ce que tant d'admirateurs supposent, donnerait à ceux dont la vie entière a été et continue d'être un combat pour la justice et la liberté, la conviction que l'Humanité est sur le point d'arriver aux buts d'émancipation économique, politique et sociale qu'ils poursuivent, pour elle, depuis toujours. Et ce n'est pas de gaieté de coeur que nous, qui avons fait toujours le sacrifice de notre bien-être, de notre liberté, qui avons risqué et risquerons notre vie sans hésiter pour améliorer le sort de l'espèce à laquelle nous appartenons, sommes obligés de déclarer: La solution bolchevique n'est pas une promesse d'émancipation."

Il est, bien sûr, élémentaire de rappeler les points communs et les divergences que nous pouvons avoir avec les communistes. Nous en dirons néanmoins quelques mots pour situer le problème. Les anarchistes révolutionnaires sont partisans du COMMUNISME, ils s'estiment eux mêmes communistes: c'est un lieu commun. La définition "De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins" est une définition qui nous satisfait entièrement et nous la retrouvons dans le Cours Élémentaire N°4 de l'Ecole du Parti Communiste. Dire que le Communisme créera une économie entièrement soumise au besoins du développement humain, dans l'abondance des biens et la réduction de la part de travail que chacun fournit à la société à ses forces et à ses capacités réelles correspond à l'idée que s'en fait l'ensemble des militants révolutionnaires de toutes tendances. Penser que le but le plus pressant est de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme est le fait de tout "communiste": qu'il soit communiste anarchiste ou communiste bolchevique. Où nous situons nous donc? - Les anarchiste-communistes pensent que seule la Révolution c'est à dire la destruction immédiate du Capital et de l'Etat peut apporter le Communisme. Il est évident pour nous que ce stade supérieur nécessite une évolution même après le fait révolutionnaire. Mais le communisme sera réalisé avec le plus de chance que si nous créons au départ une égalité de consommation, c'est à dire une suppression de la hiérarchie de consommation. Notre forme de société est basée sur un pouvoir économique constitué par l'ensemble des systèmes de gestion fédérés librement entre eux en dehors de tout monopole politique et réduisant au minimum la centralisation administrative. Nous avons derrière nous la Commune de Paris, l'expérience de l'Ukraine et celle de l'Espagne. Il est ridicule de notre part d'aller au-delà de ces grandes lignes sans tomber dans le simple domaine utopique. Disons tout de suite que le fait révolutionnaire sera (à notre sens) très différent d'un peuple à l'autre et que le fédéralisme peut seul garantir à nos yeux l'originalité de chacun. Il est absurde de prendre argent-comptant les déclarations d'un Pierre Besnard qui, dans son "Monde Nouveau", nous donne des détails extraordinairement précis sur la société libertaire future. James Guillaume écrivait déjà en 176 dans "Idées sur l'organisation Sociale": "Il ne viendra à l'esprit d'aucun homme sérieux d'indiquer à l'avance les voies et moyens par lesquels doit s'accomplir la Révolution. Une Révolution est un fait naturel et non l'acte d'une ou de plusieurs volontés individuelles: elle ne s'opère pas en vertu d'un plan préconçu, elle se produit sous l'impulsion incontrôlable de nécessités auxquelles nul ne peut commander. Aussi, disons après Bakounine: "Entre les deux tendances (communistes autoritaires et communistes anti-autoritaires), aucune conciliation n'est aujourd'hui possible. Seule la pratique de la Révolution Sociale, de grandes expériences historiques nouvelles, la logique des événements pourront les ramener tôt ou tard à une solution commune".

Nous avons indiqué "nos voies et nos moyens". Le mouvement anarchiste international a fait des expériences. Une grande expérience historique nouvelle a eu lieu, c'est l'expérience bolchevique qui s'étend sur la moitié du globe. Nous pouvons déjà maintenant compter les points et savoir si la fusion dont parlait Bakounine est possible aujourd'hui. En un mot: au XIX<sup>ème</sup> Siècle, marxistes et anarchistes

posaient des idées et des méthodes différentes. C'est parce que nous avons des raisons profondes, en face de l'analyse des résultats que nous sommes restés anarchistes et que nous ne sommes pas devenus bolcheviks. Les anarchistes révolutionnaires croyaient au fait révolutionnaire naturel. Les marxistes ont voulu s'appuyer sur une société intermédiaire au communisme, basée sur l'Etat. Cependant leur conception matérialiste les conduisait néanmoins à penser aussi que le fait révolutionnaire était naturel. Cafiero dans une lettre à Engels qui est célèbre sentait déjà la contradiction profonde et s'étonnait que son correspondant puisse se dire matérialiste en admettant la conception autoritaire. Qu'est-ce que cela a donné? Les "études Soviétiques" d'Octobre 1952 (page 5) nous répondent: "Le Parti Communiste utilise le Pouvoir d'Etat comme un levier". C'est en fait dans la conception de la "dictature du Proletariat" le prolétariat qui a délégué ses pouvoirs à l'Etat. Conception idéaliste qui n'est qu'une pure affirmation gratuite. On lit dans le même opuscule à la page 5: "La dictature du Proletariat s'exerce grâce aux forces du Parti et sous ses directives". Et à la page 6, on lit: "Les directives et les appels du Parti deviennent des directives pour l'action de masse". On voit, dans ce cas, que le prolétariat ne joue, en fait, aucun rôle réel dans l'exercice de la prétendue dictature qui porte son nom. Comment dès lors penser que logiquement le prolétariat exercera un jour le pouvoir direct dans la société communiste sans simplement préjuger de la bonne volonté des gouvernants socialistes qui sentiraient par science infuse le moment "historique" venu d'abandonner leur Pouvoir personnel? On voit déjà que cette raison, à elle seule, peut nous faire conclure que la voie étatique ne peut en aucune manière mener au communisme.

Mais il serait simpliste de croire que les bolcheviques en sont arrivés à cette conception du jour au lendemain. Les statuts de l'Internationale Communiste de 1919 déclaraient: "L'Internationale communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la SUPPRESSION COMPLETE DE TOUT REGIME GOUVERNEMENTAL". Il existait donc encore à cette époque, malgré la reconnaissance de la nécessité de la Dictature du Proletariat, deux points communs fondamentaux entre les anarchistes révolutionnaires et les bolcheviques, à savoir: la nécessité du fait révolutionnaire et LA SUPPRESSION DE L'ETAT posée comme but à atteindre. Que s'est-il passé? Le cours n°4 de l'Ecole Elémentaire du P.C. cité plus haut nous l'apprend: "La société communiste est caractérisée par le DEPERISSEMENT DE L'ETAT quand n'existe plus à l'extérieur de grande pays capitalistes". Tout est là! C'est l'encercllement capitaliste qui justifie le maintien de l'Etat en Russie, c'est l'encercllement capitaliste qui justifie tout. Cette justification a entraîné tout le reste puisque Staline en venait à la conception du Communisme dans un seul pays qui donnait des déclarations extravagantes dans le genre de celles ci: "Il est nécessaire de maintenir l'Etat même dans le Communisme, si l'encercllement capitaliste subsiste".

Et nous savons que le maintien de l'Etat, c'est le maintien d'une classe dominante. (Marx ne disait-il pas que l'Etat est l'expression de la classe dominante?). Nous savons qu'en U.R.S.S. le maintien de l'Etat c'est le maintien de l'inégalité de consommation. (Fernand Grenier avouait dans les Etudes Soviétiques d'Avril 1947 l'existence de 8 catégories de salaires du manoeuvre à l'ouvrier qualifié). Gaston Leval écrivait fort justement dans son livre "Le Communisme": "L'Etat est, on le voit, l'oeuvre d'une classe qui se crée en le créant, qui s'impose à sa façon et qui exploite la société à sa façon. Il sera toujours une source d'inégalité et il la fera naître là où elle n'existe pas. Ceux qui veulent parvenir à l'égalité économique, ceux qui veulent atteindre le Communisme véritable doivent renoncer à l'erreur funeste d'y parvenir par l'Etat..."

Mais tout ceci pose un problème très grave, même pour nous, anarchistes. On nous objectera toujours: L'U.R.S.S., le Parti Bolchevique pouvait-il faire autrement? En un mot, est-il possible de maintenir un régime révolutionnaire tout seul, sans l'existence d'une Ré-

volution mondiale? Imaginons que l'expérience communiste libertaire d'Espagne ait réussi, que le régime de Franco ait été vaincu. Aurions-nous pu tenir le coup devant l'encerclement capitaliste qui n'aurait pas manqué de se produire? Je ne prétends pas répondre à la question. Nous aurions sans doute trouvé une solution. Cette solution n'aurait-elle pas été une entorse à nos principes? Toujours est-il que la situation de l'U.R.S.S. a provoqué une dictature personnelle sanglante justifiée par l'argument de "tenir le bastion du Socialisme à tout prix".

La position d'isolement de l'U.R.S.S. a amené les Partis communistes de l'Occident à composer avec l'adversaire et même à participer aux gouvernements bourgeois sous prétexte de tactique. Car, bien sûr, il ne s'agissait que de tactique au départ. Au temps de Lénine, les bolcheviques n'envisageaient la présence de députés ouvriers dans le Parlement bourgeois que dans un but d'agitation. Sous le règne de Staline, ceux-ci participèrent. Pouvaient-ils faire autrement? Quand on a la main dans l'engrenage, tout le corps y passe...

C'est à ce point de notre étude qu'il nous faut examiner la théorie de l'autre tendance marxiste appelée "sociale-démocratie". Les sociaux-démocrates pensent que l'on peut arriver au Socialisme en utilisant les institutions bourgeoises, en y participant et en les réformant petit à petit. Ils nient donc le fait révolutionnaire. Ils prétendent que les révolutionnaires ne sont pas réalistes et nient en fait la loi de l'évolution naturelle qu'ils sont censés, eux, réformistes, ne pas transgresser. James Guillaume, dans son livre "Idées sur l'organisation sociale" démontrait déjà leur erreur :

"La société moderne subit une évolution lente: des idées nouvelles s'infiltrèrent dans la masse, des besoins nouveaux réclament satisfaction, de nouveaux et puissants moyens d'action sont mis tous les jours à la disposition de l'Humanité. Cette transformation s'accomplit peu à peu. C'est une évolution insensible, graduelle, tout à fait conforme à la théorie scientifique. Mais, chose dont ceux à qui nous répondons ici, ne tiennent pas compte, l'évolution en question n'est pas libre. Elle rencontre une opposition souvent violente..."

En fait, les sociaux-démocrates nient l'existence de ce qu'il a été convenu d'appeler la Réaction: c'est à dire les forces de résistance du Capitalisme. Cela les conduit à faire le jeu du régime qui se renforce grâce aux réformes.

Jean GRAVE écrivait en 1910 dans son livre "Réformes et Révolutions" : "Le Parti Socialiste Révolutionnaire lorsqu'il débuta, après la Commune, se lança dans la lutte électorale sous prétexte de propagande à faire; se croyant sauvegardé par les considérants révolutionnaires de son programme, où il était dit que la lutte électorale n'était qu'un moyen d'agitation, la Révolution restant le seul moyen d'émancipation du prolétariat. On vit ce qu'il en est advenu. Pris par la lutte électorale, les considérants révolutionnaires se sont égarés en cours de route, il n'est resté de révolutionnaire que l'étiquette. La conquête du Pouvoir politique est devenu le vrai crédo et l'on fait espérer aux travailleurs leur affranchissement par des lois protectrices, et les élus socialistes collaborent aux mesures de répression que les ministères bourgeois (dont ils font partie) prennent leurs électeurs lorsqu'ils s'avisent de monter l'énergie que, pour faire leur fortune politique, leur conseillèrent, autrefois ceux qu'ils ont eu la naïveté d'envoyer prendre place au milieu de leurs pires ennemis, les faiseurs de lois." On voit, par cette citation que les socialistes réformistes eux-mêmes étaient, eux aussi, comme les communistes partis d'une définition d'un but révolutionnaire. Lénine avait repris, après eux, la même idée. Nous avons assisté, sous Staline, aux mêmes résultats...

Mais Staline est mort... Il y a, paraît-il, quelque chose de changé. Le XXème Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. vient d'avoir lieu et ses conclusions sont toutes basées sur le fameux rapport Kroutchev qui a défini la si-disant nouvelle politique, jetant une fois de plus le désarroi dans la presse bourgeoise et... parmi les

partis communistes occidentaux eux-mêmes. Ce qui se passe aujourd'hui infirme-t-il notre thèse? Nous allons examiner, pour ce faire, le fameux rapport et ce qui en découle.

Toute la première partie du rapport est consacrée à une apologie de l'industrialisation de l'U.R.S.S., des bienfaits de la planification. Sans nous arrêter sur les statistiques présentées par Kroutchev, disons que cette industrialisation qui s'explique par le besoin de rattraper le retard de l'économie d'un pays arriéré n'a rien de "socialiste" par elle-même. Nous imaginons que le Japon au début du siècle aurait pu raisonner de la même façon. Kroutchev voit, en face des réussites de la production russe une accentuation des difficultés des pays capitalistes. Il pose ensuite le principe de la coexistence pacifique. Voilà qui n'est guère nouveau et nous confirme simplement qu'il n'y a, à aucun moment, renoncement à la théorie stalinienne du "communisme dans un seul pays" dont nous parlions plus haut. "Le principe de la coexistence pacifique des états aux régimes sociaux différents a été et demeure la ligne générale de la politique extérieure de notre pays" déclare Kroutchev.

Cette question de la "coexistence pacifique" a déjà fait couler beaucoup d'encre. Kroutchev déclare : "Ce n'est pas une manoeuvre tactique mais un principe fondamental de la politique soviétique". Remarquons d'abord que nous avons cessé depuis bien longtemps d'être impressionnés par les soi-disants "principes fondamentaux de la politique soviétique". Quelles raisons y a-t-il de la coexistence? Kroutchev nous répond lui-même : "Manquerions-nous de débouchés pour nos marchandises? Non, nous avons tout cela". On trouve un complément à ce point de vue dans la péroraison du rapport (P.101) : "Nous sommes résolument pour la coexistence pacifique, pour l'émulation économique entre le socialisme et le capitalisme." On se demande ce que signifie en fin de compte ce terme d'"émulation". En fait, la Russie ne manque pas de débouchés et elle va, en même temps entrer en concurrence sur le marché avec les pays capitalistes. Gageons que ce moment étant arrivé, il ne sera plus question de coexistence pacifique. On a vu, dans l'immédiat, les réalisations de cette "coexistence" avec, par exemple, les organisations de conférences économiques à Moscou qui avaient pour but de faire des sourires aux capitalistes de l'Europe occidentale et à renforcer leurs positions par rapport aux capitalistes américains.

Il s'agit donc bien, en fait, d'un simple problème politique et économique.

Quel intérêt ont donc les dirigeants soviétiques à défendre les capitalistes occidentaux, en dehors du fait commercial? Il est possible que, sachant que le pouvoir politique, dont ils sont les privilégiés, ne pourrait pas subsister en cas de crise du Capitalisme mondial et en cas de Révolution mondiale, ils veulent prolonger le bail sous le faux prétexte de défendre la Paix. Car enfin, "pourquoi il y a-t-il la paix, dans l'existence de ce régime qui, comme le disait Jaurès "porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage?". Kroutchev développe d'ailleurs une curieuse argumentation : D'une part, l'U.R.S.S. veut la Paix et, d'autre part, il faut traiter avec ces dirigeants "agressifs". Ceux-ci sans doute d'un seul coup seront transformés en anges de la Paix. Car, c'est bien sur les dirigeants capitalistes que compte Kroutchev, pour réaliser sa paix. Cette théorie est pernicieuse à plus d'un titre et pourrait justifier notre hypothèse quant à la conservation des privilèges du dit Kroutchev. En fait, elle a contribué à répandre dans la classe ouvrière l'idée qu'il n'y a qu'à demander aux dirigeants des nations de traiter. C'est en même temps conclure à leur utilité. Car, bien sûr, que deviendront-nous (sic) si nous n'avons pas Eisenhower et Kroutchev pour s'entendre. Ceci rappelle les inconscients qui disent : "S'il n'y avait pas de patron, qui paierait les ouvriers?". Paul Rasminier déclare fort justement dans son "Discours de la Dernière Chance" : "Ce fut un enfantillage de laisser s'accréditer cette légende selon laquelle il y aurait, d'un côté des capitalistes et de l'autre des hommes en train de placer un sixième

du globe sur les voies qui conduisent au communisme ; Le Capitalisme est UN et sous des formes variées ou simplement nuancées, il étend sa domination sur toute la surface du globe. Il est seulement compartimenté, politiquement, et ceci est à l'origine des antagonismes économiques entre divers compartiments." Il est curieux d'écouter les alibis idéologiques employés par Kroutchev pour justifier la "coexistence". "Jusqu'ici les ennemis de la Paix s'efforcent de faire croire que l'Union Soviétique aurait l'intention de renverser le Capitalisme dans les autres pays en "exportant" la Révolution. Il va de soi que, parmi nous, communistes, il n'y a pas d'adeptes du Capitalisme. Mais cela ne veut point dire que nous nous sommes intéressés ; et que nous nous apprêtons à nous ingérer dans les affaires intérieures des pays où règne l'ordre capitaliste". Remarquons, en passant, que cette politique est parait-il léniniste... Pourtant, elle contredit la Déclaration de l'Internationale Communiste de 1919 que nous citons plus haut. Le malheur de l'histoire est que les partis communistes des autres pays sont bien soumis étroitement à la politique de l'U.R.S.S. (nous venons de le voir à propos du... reniement de l'ancienne politique stalinienne), et que celle-ci abandonnant l'idée de détruire le Capitalisme, les suiveurs n'y pensent plus non plus ! Mais Khrouchtchev ajoute cette phrase qui est très importante : "Il est ridicule de penser que les Révolutions se font sur commande." - Voilà qui est nouveau ! Ce n'est donc plus, d'après Khrouchtchev, le Parti Communiste qui dirige la masse et la conduit vers la Révolution. La Révolution est un fait naturel. Nous sommes bien loin des déclarations grandiloquentes sur la direction des masses ! C'est l'aspect le plus curieux de la phraséologie des dirigeants soviétiques que de se servir d'arguments révolutionnaires et matérialistes pour justifier leur politique étatique du moment. Car, enfin, si les "révolutions ne se font pas sur commande", il faudrait peut-être remettre en question le fonctionnement complet et les principes de la conception autoritaire de l'"avant garde". Cette première remise en question entraîne une autre, celle de la conception étatique. Nous voici revenus au temps de la polémique Cafiero-Engels !.

Mais Kroutchev ne tire pas (quant à lui) les mêmes conclusions que nous. Nous l'allons voir.

Il cite d'abord Lénine : "Toutes les nations viendront au Socialisme, cela est inévitable ; mais elles y viendront d'une façon non pas absolument identique : chacune apportera ce qu'elle a d'original dans telle ou telle forme de démocratie, telle ou telle variété de dictature du prolétariat, dans tel ou tel rythme de transformation socialiste des différents aspects de la vie sociale. Il n'est rien de plus pauvre au point de vue théorique et de plus ridicule au point de vue pratique, que de voir, sous ce rapport "au nom du matérialisme historique" l'avenir sous une couleur uniformément grise : ce serait un barbouillage, rien de plus". Nous avons donné le point de vue anarchiste révolutionnaire sur cette question en citant James Guillaume. On voit que notre point de vue diffère peu de celui de Lénine en cette matière. Cependant, qu'on nous permette de dire que les bolcheviques n'ont jamais été capables valablement de réaliser ces originalités dans le fait révolutionnaire ; Leur système de centralisme démocratique s'y oppose. Seul, le fédéralisme peut respecter l'originalité de chaque peuple ou de chaque groupe social. Il n'est pas suffisant d'affirmer, il faut énoncer les possibilités de réalisation. L'exemple des démocraties populaires citées par Kroutchev à l'appui de la thèse de Lénine n'est pas très convaincant. Le régime de ces pays a été, ou bien imposé par les armes ou bien par un noyautage politique : Nous sommes loin du fait révolutionnaire naturel. Il est significatif que l'argument massue de Kroutchev est constitué par l'exemple yougoslave, alors que les réalisations de Tito ont été faites en dépit et contre la Kominform !

Mais continuons notre citation de Kroutchev : "Le Léninisme nous enseigne que les classes dominantes ne cèdent pas le pouvoir de leur plein gré. Mais une acuité plus ou moins grande de la lutte,

l'emploi ou le non-emploi de la violence pour passer au socialisme dépendent moins du prolétariat que de la résistance opposée par les exploités, que de l'emploi de la violence par la classe exploitée elle-même. Dans cet ordre d'idées, la question se pose de la possibilité d'utiliser aussi la voie parlementaire pour passer au socialisme. Cette voie était exclue pour les bolcheviks russes qui ont les premiers réalisé le passage au socialisme... Mais, depuis lors, des changements radicaux sont survenus dans la situation historique et ils permettent d'aborder la question d'une manière nouvelle". Et plus loin : "La conquête d'une solide majorité parlementaire s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat et des travailleurs créerait pour la classe ouvrière des différents pays capitalistes et d'anciens pays coloniaux des conditions assurant des transformations sociales radicales". Avant d'examiner le fond de la question, nous ferons une première remarque ; Kroutchev qui prétend (pour la propagande) revenir au Léninisme, déclare en toute lettre que "des changements radicaux sont survenus dans la situation". Comme nous l'avons démontré plus haut, ce n'est pas d'aujourd'hui que les partis communistes ont eu recours à la méthode parlementaire. Il faudrait demander à Kroutchev, à quel moment sont intervenus ces "changements radicaux"! Le plus curieux de l'affaire, c'est que Kroutchev, plagiant à l'envers, son prédécesseur, feint de présenter cette politique comme nouvelle par rapport à la conception des premiers bolcheviks : tout cela, comme si Staline n'avait jamais existé. Une première conclusion s'impose : Il n'y a rien dans les idées doctrinales de Kroutchev qui se différencient fondamentalement du Stalinisme. Cet oubli de l'existence de Staline montre que les procédés sont les mêmes en ce qui concerne les arrangements avec l'histoire. Il nous semble pourtant que la méthode Stalinienne de participation au parlementarisme relevait d'un ensemble de positions tactiques sans rapport avec la doctrine qu'au fond, on chercherait vainement chez Staline. Chez Kroutchev, au contraire, on sent le souci d'énoncer un principe idéologique. Il y aurait en quelque sorte une codification de la participation parlementaire des partis ouvriers. Et c'est ici que nous pouvons discuter. Depuis longtemps, l'analyse anarchiste révolutionnaire voyait les P.C. s'engager dans la voie réformiste. Kroutchev ne fait que confirmer d'une manière éclatante la justesse de leurs prévisions? Que vaut le principe de la participation au régime parlementaire? Y a-t-il vraiment des faits nouveaux pouvant donner raison à Kroutchev?

Fixons notre position sur ce problème. Le mouvement anarchiste révolutionnaire se prononce et s'est prononcé au cours de son histoire contre la participation au régime parlementaire et aux élections. Cette attitude n'était nullement considérée par nos aînés comme une position tactique. Elle correspondait, en réalité, à une position très précise sur le plan idéologique. La première organisation spécifique anarchiste, l'Alliance fondée par Bakounine, considérait que son action ne devait avoir lieu qu'au sein de la Première Internationale, c'est à dire du mouvement de masse de l'époque. Dans cet état d'esprit, les militants les plus conscients de la classe ouvrière ne devaient se séparer à aucun moment du mouvement syndical avec qui ils faisaient corps. Ce qui les séparait de la conception marxiste, c'était précisément la négation de la valeur de l'action politique, c'est à dire de la conquête de l'Etat (nous en avons abondamment parlé déjà). Le congrès d'Alger de 1902 de la Fédération des Bourses du Travail déclare : "La C.G.T. groupe tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat et l'élaboration sur le terrain économique de la société communiste." Il s'agissait donc bien dans l'esprit de l'époque d'une conquête sur le seul terrain économique. Nous avons tout lieu de penser que cette position était fondamentale. Par la suite, d'autres courants de l'anarchisme ont ajouté des raisons sur le plan éthique que nous ne renions pas d'ailleurs. Mais pour nous, anarchistes révolutionnaires, la notion de non-participation de la classe ouvrière au parlementarisme est liée

à notre notion de la lutte de classe. Nous avons cité Jean Grave et son livre de "Réforme et Révolution". Son argumentation peut se résumer de la façon suivante : Aucune réforme en faveur de la classe ouvrière n'est appliquée si l'action de la masse ne l'impose. L'idée du vote contribue à faire croire au peuple qu'il est souverain et qu'il peut influencer les événements par un simple bulletin de vote déposé dans l'urne, ce qui retarde sa prise de conscience. Les lois élaborées par les élus étant appliquées dans un régime de classe ne peuvent fatalement pas être édictées en faveur de tous et expriment forcément en premier lieu les intérêts de la classe dominante. La participation au parlementarisme contribue à faire croire à la classe ouvrière que la solution se trouve dans un changement de gouvernement ou de politique alors que la continuité du régime économique capitaliste maintient l'oppression et l'exploitation. Ceux qui veulent détruire l'autorité ne doivent pas l'exercer. Mais si nous affirmons et estimons que le point de vue anarchiste reposait sur des bases sérieuses, nous pourrions, en révolutionnaires conscients, examiner si le point de vue de Kroutchev peut infirmer nos thèses. Notre mouvement lui-même, a déjà fait, dans une certaine mesure, un commencement d'expérience dans ce sens, lorsque la C.N.T. d'Espagne demanda, en 1936, aux travailleurs de voter pour conjurer le danger fasciste. Non seulement le danger ne fut pas conjuré, mais les fascistes employèrent l'action directe pour leur avènement. Lorsque nos camarades continuèrent leur participation au régime bourgeois en envoyant des ministres au sein du gouvernement républicain espagnol, leur présence servit de caution à l'étranglement de la Révolution (Voir "Lettre ouverte à Fédérica Montsony" par Camillo Berneri dans "Guerre de Classes"). Que faisaient, pendant ce temps, les amis de Monsieur Kroutchev en Espagne? Ils pratiquaient déjà la participation au régime parlementaire bourgeois! Alors que le peuple espagnol faisait sa Révolution, les éléments bourgeois qui avaient peur de perdre leurs privilèges furent favorisés par cette politique des communistes qui ne faisaient d'ailleurs que se calquer sur les socialistes. Mais laissons la parole à Camillo BERNERI : "Lorsque le Parti Communiste Espagnol publiait en août 1936 un manifeste signé par Jesus Hernandez déclarant lutter uniquement pour une République Démocratique, lorsque le même parti confirmait la même ligne de conduite le 15 décembre de la même année, ce n'est pas tant la ploutocratie extérieure et les gouvernements démocratiques que cette organisation voulait rassurer, mais bien les milliers de pseudo-néophytes qui se sont insérés dans ses cadres et dans ceux de l'U.G.T." - On sait la suite: étranglement de la Révolution espagnole par les éléments petits bourgeois de Madrid et victoire de Franco...

Qu'ont fait les partis communiste et socialiste en France depuis des décades? Leur principale activité se passant au Parlement et dans les différentes assemblées. Ils en sont arrivés à subordonner l'action ouvrière à leur action politique: c'est d'ailleurs ce que dit clairement Khrouchtchev lorsqu'il parle de "solide majorité parlementaire s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire des masses." Et nous avons vu les communistes participant au gouvernement de la "libération" faire taire les revendications ouvrières. Il fallait produire et la grève était devenu "l'arme des trusts". Nous les avons vu dissoudre les "Milices Patriotiques" en échange d'une place pour Thorez dans le gouvernement. C'est dans le même ordre de choses qu'un ministre des P.T.T. socialiste fit taire "Force Ouvrière" en 1947, au nom de l'intérêt politique général. Des milliers d'exemples de ce genre pourraient être cités! "Cette voie était exclue pour les bolchéviks russe..." dit Khrouchtchev. Lénine déclarait en effet: "Décider, une fois en quelques années, quel membre de la classe dominante opprimer, écrasera le peuple au Parlement - voilà le fond du parlementarisme bourgeois!" ("L'Etat et la Révolution"). Comme nous l'avons vu plus haut, Lénine soutenait la thèse de l'agitation faite par les élus au sein de l'appareil bourgeois. Il défendait ce point de vue, alors que les socialistes avaient déjà sombrés dans le Pouvoir.



Il s'agissait en quelque sorte d'une récidive. Les communistes ont eux aussi sombrés dans le Pouvoir. Khrouchtchev déclare qu'il y a des faits nouveaux. Que s'est-il donc passé? - Citons encore Jean Grave: "Par quelle aberration un socialiste, dont tous les efforts doivent tendre à la destruction des institutions qu'il reconnaît oppressives, peut-il s'imaginer faire servir ces mêmes institutions à l'émancipation humaine, alors qu'elle n'ont pour but que de faire durer l'état de chose en se prêtant un mutuel appui? De même qu'à une machine montée pour tisser de la toile, tordre des fils, on ne fera pas fabriquer des casseroles ou imprimer le moindre prospectus, même lorsqu'on mettrait pour les conduire des chaudronniers ou des imprimeurs, de même on ne produira pas la liberté de l'autorité. La machine gouvernementale étant montée pour défendre l'ordre et la propriété, c'est à dire imposer silence aux réclamations, empêcher les revendications des volés et des opprimés, on aura beau mettre à sa tête ceux qui auront fait les promesses les plus mirifiques d'affranchissement, les critiques les plus violentes contre le système économique et l'exploitation de l'homme par l'homme, ils ne pourront pas faire autre chose que d'abandonner leurs réclamations d'avenir pour assurer la bonne marche du présent." Car les assemblées bourgeoises ne sont faites que pour légiférer. Qu'ont fait les députés communistes au sein des assemblées bourgeoises? Ils ont vite compris qu'il leur était impossible d'être constamment dans l'opposition. Il se vote, en effet, de loin en loin, des lois, si caduques soient elles, en faveur de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne peut s'en désintéresser, ne serait-ce que pour honorer un peu ses promesses électorales. L'expérience nous montre que les lois sociales ne sont appliquées et profitables que lorsqu'elles sont appuyées par l'action ouvrière. C'est sans doute pour cela que Khrouchtchev prend bien soin de souligner le soutien nécessaire de la masse. Mais il est impossible de dire que l'action ouvrière seule impose l'application de la loi car cela rend la présence des députés ouvriers inutile. D'où impossibilité pour un député communiste d'être vraiment un agitateur. Khrouchtchev nous a dit que les actions de masse ne peuvent se créer artificiellement. Il n'est pas du tout obligatoire que la masse soit à la température suffisante précisément au moment où se vote une loi. Et les députés communistes sont arrivés au cas où une loi sociale a été votée sans la participation directe de la classe ouvrière. Nous savons au jour d'hui que les réformes sociales tendent à renforcer le régime capitaliste en le rendant plus viable. Et c'est là où, en fin de compte, les députés communistes deviennent de simples réformistes employant les mêmes méthodes que les sociaux démocrates avec les mêmes effets. Il est impossible de sortir de là et comme pour la dégénérescence de la Révolution russe dont nous parlions au début, nous concluons qu'il leur était impossible de faire autrement. Il ne fallait pas y aller!...

Khrouchtchev déclare encore: "Il importe de souligner avec force que si des conditions plus favorables à la victoire du Socialisme ont été créées dans les autres pays, c'est parce que le socialisme a triomphé en Union Soviétique et triomphé dans les pays de démocratie populaire. Or, notre victoire aurait été impossible si Lénine et le parti bolchevik n'avaient pas défendu le marxisme révolutionnaire dans la lutte contre les réformistes qui avaient rompu avec le marxisme et s'étaient engagé dans la voie de l'opportunisme." C'est une histoire de fou: si les communistes peuvent employer avec succès des méthodes réformistes c'est parce que Lénine avait dénoncé le réformisme: Comprenez qui pourra! Mais cette phrase appelle d'autres commentaires. Il faut noter que Khrouchtchev a senti le danger d'une comparaison possible avec les "sociaux démocrates", de la part des militants. Il s'en tire par cette pirouette. En fait, si Khrouchtchev estime qu'il y a des conditions plus favorables de passage au socialisme, c'est qu'il s'achemine tout doucement vers la théorie sociale-démocrate de négation de la Réaction que dénonçait déjà James Guillaume. Enfin, que vaut cette condamnation de l'opportunisme

Il s'agissait en quelque sorte d'une récidive. Les communistes ont eux aussi sombrés dans le Pouvoir. Khrouchtchev déclare qu'il y a des faits nouveaux. Que s'est-il donc passé? - Citons encore Jean Grave: "Par quelle aberration un socialiste, dont tous les efforts doivent tendre à la destruction des institutions qu'il reconnaît oppressives, peut-il s'imaginer faire servir ces mêmes institutions à l'émancipation humaine, alors qu'elle n'ont pour but que de faire durer l'état de chose en se prêtant un mutuel appui? De même qu'à une machine montée pour tisser de la toile, tordre des fils, on ne fera pas fabriquer des casseroles ou imprimer le moindre prospectus, même lorsqu'on mettrait pour les conduire des chaudronniers ou des imprimeurs, de même on ne produira pas la liberté de l'autorité. La machine gouvernementale étant montée pour défendre l'ordre et la propriété, c'est à dire imposer silence aux réclamations, empêcher les revendications des volés et des opprimés, on aura beau mettre à sa tête ceux qui auront fait les promesses les plus mirifiques d'affranchissement, les critiques les plus violentes contre le système économique et l'exploitation de l'homme par l'homme, ils ne pourront pas faire autre chose que d'abandonner leurs réclamations d'avenir pour assurer la bonne marche du présent." Car les assemblées bourgeoises ne sont faites que pour légiférer. Qu'ont fait les députés communistes au sein des assemblées bourgeoises? Ils ont vite compris qu'il leur était impossible d'être constamment dans l'opposition. Il se vote, en effet, de loin en loin, des lois, si caduques soient elles, en faveur de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne peut s'en désintéresser, ne serait-ce que pour honorer un peu ses promesses électorales. L'expérience nous montre que les lois sociales ne sont appliquées et profitables que lorsqu'elles sont appuyées par l'action ouvrière. C'est sans doute pour cela que Khrouchtchev prend bien soin de souligner le soutien nécessaire de la masse. Mais il est impossible de dire que l'action ouvrière seule impose l'application de la loi car cela rend la présence des députés ouvriers inutile. D'où impossibilité pour un député communiste d'être vraiment un agitateur. Khrouchtchev nous a dit que les actions de masse ne peuvent se créer artificiellement. Il n'est pas du tout obligatoire que la masse soit à la température suffisante précisément au moment où se vote une loi. Et les députés communistes sont arrivés au cas où une loi sociale a été votée sans la participation directe de la classe ouvrière. Nous savons aujourd'hui que les réformes sociales tendent à renforcer le régime capitaliste en le rendant plus viable. Et c'est là où, en fin de compte, les députés communistes deviennent de simples réformistes employant les mêmes méthodes que les sociaux démocrates avec les mêmes effets. Il est impossible de sortir de là et comme pour la dégenérescence de la Révolution russe dont nous parlions au début, nous concluons qu'il leur était impossible de faire autrement. Il ne fallait pas y aller!...

Khrouchtchev déclare encore: "Il importe de souligner avec force que si des conditions plus favorables à la victoire du Socialisme ont été créées dans les autres pays, c'est parce que le socialisme a triomphé en Union Soviétique et triomphe dans les pays de démocratie populaire. Or, notre victoire aurait été impossible si Lénine et le parti bolchevik n'avaient pas défendu le marxisme révolutionnaire dans la lutte contre les réformistes qui avaient rompu avec le marxisme et s'étaient engagé dans la voie de l'opportunisme." C'est une histoire de fou: si les communistes peuvent employer avec succès des méthodes réformistes c'est parce que Lénine avait dénoncé le réformisme: Comprenez qui pourra! Mais cette phrase appelle d'autres commentaires. Il faut noter que Khrouchtchev a senti le danger d'une comparaison possible avec les "sociaux démocrates", de la part des militants. Il s'en tire par cette pirouette. En fait, si Khrouchtchev estime qu'il y a des conditions plus favorables de passage au socialisme, c'est qu'il s'achemine tout doucement vers la théorie sociale-démocrate de négation de la Réaction que dénonçait déjà James Guillaume. Enfin, que vaut cette condamnation de l'opportunisme

la direction politique de la classe ouvrière avec son avant-garde à la tête est la condition expresse, la condition décisive. Sinon, il est impossible de passer au "socialisme". Il s'agit donc encore là d'un simple alibi idéologique. Dans ces conditions, la suppression du culte de la personnalité est réduite à de plus justes proportions. Kroutchev déclare: "l'encouragement du culte de la personnalité amoindrissait le rôle de direction collective dans le parti et aboutissait parfois à de sérieuses omissions dans notre travail", Staline est mort. Aucun de ses successeurs n'a été capable de se rendre prépondérant, on en revient tout naturellement à une direction collective. Outre que cette direction collective est un fait exercée par un petit nombre d'individus, il faut remarquer que ce n'est plus un homme tout seul, mais le Parti tout entier qui est l'objet du culte. Nous pourrions sourire des explications embarrassées des communistes français au sujet de l'abandon fameux culte de la personnalité. Maurice Thorez déclarait devant le comité central du P.C.F. du 9 Mai 1956: "La formule du "parti de Maurice Thorez" est une expression condamnable, et ici je n'examine même pas dans quelles conditions elle a pu surgir. Je dois dire que j'ai protesté maintes fois contre cette formule auprès du bureau politique et de l'Humanité. Je regrette que cela n'ait pas été porté plus vite à la connaissance du Comité Central."

Il est vrai aussi qu'on a donné un peu trop d'éclat à certains anniversaires. On sait où cela commence, on ne sait pas où cela finit. N'a-t-on pas vu récemment, dans une fédération, fêter le 25<sup>ème</sup> anniversaire du secrétaire fédéral? Le culte de la personnalité comporte aussi le culte de pas mal de militants à de différents échelons; dans sa région, le secrétaire fédéral est parfois l'homme qui décide de tout, et peut-être avec plus de conséquences graves pour le Parti qu'il n'en résulterait d'une telle situation au Bureau Politique. Nous pouvons espérer peut-être, sans illusions, que ces prises de positions amusantes et embarrassées pourrions faire réfléchir certains militants de base du P.C.F. Mais il serait faux de croire que la démocratie existe pour cela chez les communistes. La condamnation de Staline a été aussi unanime que ses louanges. Tout au plus cette suppression du culte personnel est-elle destinée à supprimer les barrières et la méfiance entre les communistes et les socialistes. Le fait que Kroutchev continue néanmoins à stigmatiser les Trotskystes prouve que son ouverture ne va pas vers la droite.

Les derniers événements prouveront aux anarchistes révolutionnaires qu'il est toujours vain de s'attacher à une attaque d'étiquette politique et que le problème idéologique reste celui de notre temps celui de la classe ouvrière. Tous nos coups se sont portés pendant des années contre les communistes seuls et nous avons négligé souvent d'avoir la même sévérité pour les socialistes, dont les aspects nous apparaissent plus débonnaires. En fait, maintenant comme toujours il y a d'un côté la Révolution, et de l'autre, la contre-révolution ou ce qui la favorise. Tout le reste n'est que littérature. Dans cette perspective de pensée, nous disons que nous combattons et combattons le réformisme, quelque soit sa forme et le Parti dont il se couvre. Nous tiendrons compte néanmoins de l'existence de militants ouvriers égarés, qui rejoindront un jour le camp de la Révolution, ou qui s'y trouvent déjà, sans le savoir!

GROUPE GERMINAL.

-----  
Nous regrettons de ne pas avoir pu, pour des raisons techniques publier dans ce numéro l'opinion du GROUPE de PARIS sur la question de l'évolution du régime Soviétique et de sa répercussion sur les Partis communistes. Nous ne manquerons pas de le faire dans notre prochain numéro, car il sera intéressant de faire la confrontation, l'optique des camarades de Paris étant quelque peu différente.

REFLEXIONS SUR LA GUERRE DE PARTISANS  
COMME TYPE DE LUTTE REVOLUTIONNAIRE

Par Paul Zorkine

Introduction :

Une objection nous est souvent faite: " Vous dites que la révolution se fait chaque jour et vous citez Malatesta pour qui:

"L'Anarchie ne peut pas venir d'un seul coup, comme conséquence immédiate d'une insurrection laquelle aurait abattu violemment tout ce qui existe et l'aurait remplacé par des institutions vraiment nouvelles. Il est certain que l'anarchie ne peut être l'effet d'un miracle et ne peut pas se réaliser en contradiction avec la loi générale de l'évolution, que rien ne se produit sans cause suffisante, que rien ne peut se faire sans avoir la force de le faire. L'Anarchie ne peut se réaliser qu'en augmentant graduellement en intensité et en extension. Il ne s'agit donc pas de faire l'anarchie aujourd'hui ou demain, toujours." ( Malatesta, dans l'article "Vers l'Anarchie", paru dans "La question sociale" N°14, Paterson - New-York le 9/12/1899.)

... Mais, d'autre part, vous avez horreur du mot "réformisme" et vous prétendez qu'envisager une révolution par étapes plus ou moins échelonnées (l'Etat soviétique est une étape nécessaire dans le passage au communisme, disent les marxistes), équivaut à s'imaginer l'accouchement et la naissance d'un enfant échelonné sur plusieurs années.. Vous préférez couer le cordon ombilical même si cela fait mal sur le moment et vous vous prononcez sur l'action directe et même pour la lutte armée s'il le faut, autrement dit, en plus d'une contradiction au départ, vous gardez cet esprit quarant-huitard et vous rêvez encore aux barricades sur lesquelles flotte le drapeau noir... A l'époque de la bombe atomique, vraiment, vous n'êtes bons que pour un magasin d'antiquités..."

Anarchistes, nous sommes toujours prêts à bousculer même les saints de notre chapelle quand même nous constatons leurs erreurs. Mais, sans aucun dogmatisme, nous ne voulons pas le faire quand il s'agit de l'affirmation citée par Malatesta car, en effet, on n'improvise pas une révolution comme un prestidigitateur sort des lapins de son haut-de-forme. Le système capitaliste porte en soi une suite de contradictions qui se traduisent par une lutte de classes permanente. Orienter, intensifier cette lutte c'est déjà faire la révolution. Chaque acte anarchiste, chaque parole anarchiste, chaque preuve anarchiste, chaque fois que l'autorité recule, chaque fois que les masses s'organisent et réalisent en dehors est un pas vers et dans la révolution (c'est, d'ailleurs la raison même des G.A.A.R.). La somme de ces actes et de cette conscience repose sur une infrastructure économique qui évolue dans un certain sens - c'est ainsi qu'une situation historique se crée, provoquant le choc final dans lequel l'action directe, armée, doit, en général intervenir. Nous schématisons, car ce n'est pas le propos de notre article, mais il est déjà clair que la prétendue confusion, la "contradiction", est vite dissipée par une analyse anarchiste, même brève, de l'avènement du fait révolutionnaire. Le problème qui reste est celui de l'intervention armée.

Le fait insurrectionnel - et c'est vieux comme... la lutte des classes - prend en général deux formes: Combats de rues et Guerre de Partisans.

De la Guerre de Partisans en général

La guerre de partisans est la forme naturelle de résistance des peuples qui veulent se défendre contre les oppresseurs supérieurs en force, organisés, plus puissants économiquement. Cette forme n'est

ni spécifique ni limitée à un certain nombre de peuples - comme on le prétend souvent - et ne dépend pas du degré de développement atteint par une société dans une période historique déterminée. Sans citer les classiques grecs (Xénophon en parlait au 5ème siècle avant notre ère...) nous la retrouvons dans les guerres des paysans en Europe aux XIV, XV, et XVIème siècles, au Monténégro pendant 5 siècles de résistance aux Turcs, au Mexique avec Vila et Zapatta, au cours de la campagne de Napoléon aussi bien en Espagne qu'en Russie. Elle s'est maintenue jusqu'à nos jours, avec les caractéristiques analogues, comme le mode de combat de nombreux peuples sur tous les continents. Il est donc naturel que les expériences actuelles se basent sur les anciennes, qu'elles entrent dans une conception commune de la lutte, mais les conditions historiques étant totalement différentes, elles comportent de nombreuses particularités qui les distinguent qualitativement parce que conséquences et expression de conditions générales et aussi du mode de réactions à ces conditions. Il s'est même avéré que les conditions contemporaines aussi bien politiques qu'économiques, permettent un développement inattendu de la guerre de partisans et que tout ce qui entre temps est venu enrichir "l'art militaire" n'a eu qu'une influence très relative. Par contre, les buts qui se limitaient jadis à la défense, se sont élargis et vont jusqu'à la contre-offensive. Cet élément, qui est déjà par définition orienté, influe puissamment sur la forme même de lutte et dépend directement de sa ligne politique. A partir de ce stade, l'insurrection armée dit être développée non seulement en largeur, quantitativement, mais surtout qualitativement, idéologiquement. Il ne s'agit pas seulement d'organiser, mais aussi d'orienter politiquement le soulèvement armé. C'est à partir de ce stade que l'objectif de la lutte devient le facteur principal. Pour comprendre comparons les traits fondamentaux anarchistes et marxistes: Pour atteindre, par la lutte armée, leur objectif - une société sans classes, sans tat, les anarchistes distinguent des actions combinées de grèves générales, d'insurrections populaires, de combats de rue, et la guerre des détachements des partisans. A cela les marxistes ajoutent la création d'une armée régulière ("rouge") ("populaire") ("délibération") etc... La création de véritables unités militaires, au sens très classique du mot. - Le schéma est simple: pour la création d'une société libertaire et fédéraliste - les moyens et la forme qui déjà déterminent l'objectif - Par contre quand on envisage la création d'un nouveau pouvoir, c'est-à-dire d'un nouvel Etat, le rôle dirigeant du parti pendant la lutte est création d'une force capable d'assurer ce pouvoir ("nous sommes contre le "partisanisme" de l'Armée rouge (de Chine)... L'élément partisan est inutile dans une phase plus élevée et doit être réduit progressivement et délibérément..." Mao-Tsé-Tung.

"Il s'est avéré qu'il faut passer à la création de véritables unités militaires... pour résoudre non seulement la question de la lutte efficace contre l'occupant mais aussi celle du pouvoir" Pito 5è Congrès PCY.

Cela est d'une grande importance pour nous, car l'introduction de cet élément confirme ce que pensait déjà Malatesta et ce que nous pensons et affirmons nous-mêmes:

"Pour commencer et mener à bout une révolution il faut une force armée et organisée. Cette force ou mieux: les multiples organisations armées des révolutionnaires, feraient l'oeuvre révolutionnaire si elles servent à libérer et à empêcher toutes constitutions d'un gouvernement; elles seraient par contre l'instrument de la réaction et détruiraient leur oeuvre propre si elles voulaient servir à imposer un type prévu d'organisation sociale ou le programme spécifique d'un parti donné"

Malatesta: Réponse à un communiste sur l'exercice de la liberté dans "Fédé" N° II, Rome 25/II/1920.

L'on peut nous objecter que la création d'une armée devient une nécessité technique si l'on veut arriver à une solution par les armes.

Nous nous gardons bien de citer un auteur anarchiste pour prouver le contraire et nous laissons volontiers la parole à Marx et à Engels :

"Lorsque les échecs de l'armée régulière furent devenus un phénomène constant, la guérilla insurrectionnelle devint générale..." Mais pendant la troisième période, les guérillas imitèrent l'armée régulière et ce changement de système valut aux Français une grande supériorité sur eux "

( Marx-Engels: "L'Espagne révolutionnaire" 1854 )

Tout en se défendant du "partisanisme", Mao-Tsé-Tung se trouve également obligé de se prononcer contre la guerre de positions contre les opérations à longue durée, contre les fronts immobiles et pour la stratégie de la guerre à longue durée mais aux opérations rapides. ("Il ne nous servirait à rien d'avoir honte de ce fait.") Il a été prouvé au cours des guerres de partisans passées et il est superflu d'insister, que le principe stratégique de partisans reste valable : infliger la défaite à un grand nombre au moyen d'un petit nombre. Etablir un plan de lutte sur une telle conception est une question de conditions spécifiques dans lesquelles la lutte a été déclanchée, en tenant compte du potentiel économique et du facteur moral.

En effet il est impossible d'organiser une guerre de partisans à la suite d'une insurrection déclanchée artificiellement. Les paysans yougoslaves mobilisés en 1941 par le P.C.Y. sur les mots d'ordre du genre: "Les Russes sont à 100 Kms..." rentraient dans leurs foyers au bout de quelques jours.

Le facteur économique joue un rôle extrêmement important aussi bien matériel que moral. L'expérience a démontré qu'une population même très favorable moralement, au début, et appuyant économiquement la lutte des partisans, se retourne contre eux si elle constate qu'ils vivent d'une façon parasitaire " sur le dos du village ".

Autre problème important est celui des réactions de la population devant les représailles. Les " spécialistes " bourgeois de la "petite guerre" ont eu trop vite tendance à conclure que les partisans provoquent consciemment les représailles ou "compromettent" une région afin de recruter la population qui, par réflexe de révolte, ou parce qu'elle ne voit pas d'autre issue, prend le maquis. Il y a là d'abord une distinction à faire entre, le "maquis" qui est passif presque par définition ("on prend le maquis" pour se cacher et on se bat seulement si on ne peut pas faire autrement), et le détachement des partisans ( où l'on s'engage pour se battre ). Ensuite il n'est pas sûr que les partisans, dont une des principales forces est leur mobilité, désirent s'embarasser de toute une masse de femmes, d'enfants, de vieillards et aussi d'une masse idéologiquement peu sûre; Comme, d'autre part, il n'est pas intéressant de "compromettre" une région importante pour le ravitaillement ( c'est l'explication que nous donne un ami, actuellement à Sétif du calme relatif dans cette région qui a toujours été à l'avant-garde de la lutte anti-colonialiste. )

#### GUERRE DES PARTISANS ET LA QUESTION COLONIALE.

Il est évident que la question nationale et coloniale devrait être liée avec la cause de la Révolution. De là, les marxistes et surtout Staline, ont vite conclu qu'elle s'identifie toujours à la révolution. Les guerres coloniales actuelles prouvent bien le contraire si la guerre des partisans est la forme naturelle de l'insurrection et la résistance contre un oppresseur beaucoup plus puissant, le développement et le sens révolutionnaire de cette lutte ne peut être que la conséquence de la maturité politique du prolétariat,

de sa conscience de classe, de sa force idéologique et de sa capacité de s'organiser sans partager l'orientation du mouvement avec d'autres classes. Car dans des situations analogues la bourgeoisie a toujours peur en voyant le peuple prendre les armes, s'organiser et lutter en dehors de tous les cadres existants. C'est la raison pour laquelle, pleinement consciente, une partie de la bourgeoisie, se rallie aux partisans précisément pour faire échec au tournant révolutionnaire que ce genre de lutte a naturellement tendance à prendre. C'est pour des motifs de classe donc contre-révolutionnaires qu'Alexandre Ier en Russie, Charles-Albert en 1848 en Italie ou plus récemment le gouvernement républicain espagnol en 36, de Gaulle, Nassar, Bourguiba, Mohamed V etc... ont apporté leur "soutien" aux mouvements des partisans.

La théorie militaire, aussi bien des stratèges occidentaux (Dixen) que marxistes (Mac-Tsé-lung, Tite) estime que l'ennemi ne peut être vaincu sans intervention d'une armée "régulière". Pourtant, ce sont bien les détachements de partisans qui ont enlevé la victoire militaire en Chine et l'armée régulière chinoise n'a été constituée qu'après et dans autre but : celui de protection du Régime de l'Etat. Le même cas s'est produit en Yougoslavie où les partisans n'avaient pas besoin d'organiser une "armée régulière" pour vaincre la bourgeoisie réactionnaire et où l'aide extérieure était insignifiante sinon nulle (Mocha Pijade : "La fable de l'Aide Soviétique".) Depuis des années, les insurgés au Kenya et en Malaisie combattent seuls, sans l'appui d'une armée nationale. Et si les mouvements de partisans n'arrivent pas à une solution définitive la faute n'est pas dans leur incapacité militaire, mais surtout dans la faiblesse du contenu politique et dans le manque des réalisations révolutionnaires ("le mouvement n'est pas désorganisé par les actions des partisans mais par la faiblesse du Parti" Lénine).

Il faut conclure que les Fellagas, probablement incapables d'enlever une décision militaire, peuvent infliger en Algérie une défaite politique à la France.

Mais le principe selon lequel une guerre comme celle d'Algérie ne peut être gagnée que par le camp qui possède des unités de partisans, est admis même par l'Etat-major français... C'est surtout depuis l'avènement du fascisme, que la bourgeoisie emploie comme "contre-poison" les formes et la tactique jusque là spécifiquement prolétarienne mais où et comment recruter des partisans qui se battront aux côtés du colonialisme français ? Quant aux armes elles ne sont guère modifiées par les récents progrès techniques et les 2 adversaires se retrouveront à peu près à égalité devant les problèmes de la guerre illa et contre-guerrilla. L'hélicoptère dont on parle beaucoup actuellement comme d'un moyen décisif contre la guérilla, a été largement employé par les "Jagdkommandos" allemands contre les partisans : ce fut sans aucun succès.

Et comment mener la contre-guerrilla contre la complicité de tout un peuple ? Car cette complicité est un facteur primordial indispensable dans une guerre de partisans. C'est pourquoi il serait impensable de "porter la guerre en France" comme l'avait dit, paraît-il, un leader arabe. Ici, il n'y a que le prolétariat de ce pays qui peut la déclencher.

Et nous ?

Il s'agit pour nous, d'étudier à fond et d'élaborer sur la base de ces prémisses, un riche matériel historique. Nous n'avons pas la possibilité matérielle, ni la prétention de dire le mot, mais seulement d'éclairer brièvement cette question à l'aide d'exemples et d'expériences anarchistes.

Tout d'abord nous devons nous expliquer sur le fond même du problème. En effet, on nous reprochera (et on nous a déjà reproché) le fait même d'envisager une guerre et on nous dira que nous sommes qu'hypocrites car révolutionnaire ou pas, faite par une armée régulière ou par les partisans, une guerre c'est toujours une guerre, basée sur la violence, où l'on tue et où l'on est tué. Nous répondrons avec Malatesta : La violence est bien trop nécessaire pour résister à la violence de l'adversaire, que nous devons la préconiser et la préparer, si nous ne voulons pas que les conditions actuelles de l'esclavage arrivent dans lesquelles se trouve la grande majorité de l'humanité humaine et se

perpétuent. Mais elle contient en soi le danger de transformer la révolution en une mêlée brutale sans lumière de l'idéal et sans possibilité d'obtenir des résultats positifs; c'est pourquoi il faut insister sur les buts moraux du mouvement et sur la nécessité, sur le devoir de contenir la violence dans les limites de la stricte nécessité.

Nous ne disons pas que la violence est bonne quand nous l'employons et mauvaise quand se sont les autres qui l'appliquent contre nous. Nous disons que la violence est justifiée, est bonne, est "morale", est un devoir quand elle est employée pour la défense de soi-même et des autres contre les menaces des violents. Elle est mauvaise, elle est immorale si elle sert à violer la liberté des autres. Toute la violence nécessaire pour vaincre, mais rien de plus ou de pire".

Malatesta, dans "Umanita Nova" du 21/10/1922

L'exemple sans doute le plus frappant de la lutte anarchiste révolutionnaire sous la forme de guerre de partisans est celui du mouvement makhoviste. Nous ne pouvons pas entrer dans les détails ni de l'analyse militaire ni politique de la guerre civile en Ukraine, mais il nous semble que, malgré la forte personnalité de Malno qui parfois fait hésiter sur l'organisation "démocratique" du mouvement, elle réunissait tous les facteurs, toutes les caractéristiques d'une guerre de partisans telles que les anarchistes peuvent la concevoir.

En partant de cette expérience Archinoff écrivait : Comme l'expérience russe nous l'a démontré, la guerre civile ne sera pas une affaire de quelques mois mais de quelques années. Pour défendre la Révolution, les travailleurs devront créer les organisations de défense, opposant ainsi à l'offensive de la réaction une force combattante à la hauteur de sa tâche. Dans les premiers jours de la révolution, cette force combattante sera formée de tous les ouvriers et paysans armés. Cette force armée spontanée ne sera utile que dans les premiers jours... Mais dans la révolution sociale le moment le plus critique n'est pas celui de l'écroulement du Pouvoir, mais celui qui lui survivra, celui où les forces du régime abattu relanceront une offensive générale contre les travailleurs, celui où il faudra savoir maintenir ses propres conquêtes. Le caractère même de cette offensive, comme la technique et le développement de la guerre civile obligeront les travailleurs.../...

Nous avons jugé nécessaire de faire cette longue citation, mais elle n'implique, d'aucune façon notre accord intégral avec toutes les positions prises par Archinoff dans la "Plateforme".

.../... à former des contingents révolutionnaires déterminés. La nature et la base de ces formations devraient être déterminées avant leur constitution. Niant les méthodes étatiques et autoritaires pour gouverner les masses nous nions également pour les mêmes raisons la méthode étatique de l'organisation de la force militaire des travailleurs. En d'autres termes nous nions le principe d'une armée d'Etat basée sur le service militaire obligatoire. C'est le principe du volontariat qui devrait être mis à la base des formations militaires des travailleurs. Les détachements des partisans formés par les paysans et les ouvriers qui ont mené l'action militaire pendant la révolution russe peuvent être cités comme exemple de telles formations. Toutefois il ne faut pas interpréter le volontariat et l'action des partisans dans le sens strict de ces termes, à savoir comme une lutte contre l'ennemi menée par les détachements des ouvriers et paysans locaux non liés entre eux sur un plan général d'opérations et agissant chacun à ses risques et périls. L'action et la tactique des partisans devaient être orientées dans la période de leur développement complet, par une stratégie révolutionnaire générale. Semblable à toutes les guerres, la guerre civile ne pourra pas être menée avec succès par les travailleurs sinon en appliquant les deux principes fondamentaux de toute l'action militaire : l'unité du plan des opérations et l'unité



commandement général. Le moment le plus critique de la Révolution sera celui où la bourgeoisie marchera contre elle avec des forces organisées. Ce moment critique obligera les travailleurs à recourir aux principes sus-indiqués.

Sous cet aspect, considérant les besoins de la stratégie militaire et également la stratégie de la contre-révolution, les forces armées de la révolution devront se créer sur les principes suivants :

- a) Le caractère de Classe de l'Armée
- b) Le volontariat
- c) La libre discipline (auto-discipline révolutionnaire)
- d) La subordination complète de l'armée révolutionnaire aux masses ouvrières et paysannes ainsi qu'aux organisations ouvrières et paysannes comme à tous les pays qui seront chargés de la conduite de la vie économique et sociale.

En d'autres termes : l'organe de la défense de la Révolution chargé de combattre aussi bien sur le front militaire ouvert que sur ceux de la guerre civile secrète (complète de la bourgeoisie, préparation des actions contre-révolutionnaires etc...) sera entièrement à la disposition des organisations productrices ouvrières et paysannes auxquelles il sera dirigé politiquement.

Nota : Avant d'être organisée conformément aux principes anarchistes déterminés, l'armée elle-même ne devrait pas être considérée comme une question de principes. Elle n'est que la conséquence de la stratégie militaire de la Révolution, une mesure stratégique à laquelle les travailleurs seront fatalement conduits par le processus même de la guerre civile. Mais cette mesure doit attirer notre attention, d'ores et déjà, elle doit être scrupuleusement étudiée dès maintenant dans le but d'éviter dans l'oeuvre de la protection et la défense de la Révolution tout retard irréparable, parce que le retard dans le temps de la guerre civile pourrait être néfaste pour l'accomplissement de toute la Révolution Sociale.

"Plateforme-D'organisation" d'un groupe d'anarchistes russes en exil signée par son secrétaire :

Pierre Archinoff, le 20/6/1926.

Quel enseignement pouvons-nous tirer de la guerre d'Espagne l'autre récente expérience à laquelle le mouvement anarchiste participait en tant que tel ?

"C'est une guerre civile à aspect de guerilla et dont les développements sociaux revêtent un caractère révolutionnaire et collectiviste"

(C. Berneri)

Mais toute solution au problème des besoins de la guerre était subordonnée à la solution de la question politique espagnole et même internationale. D'un côté une armée "régulière" organisée sur les principes classiques, bien équipée, encadrée d'officiers professionnels; de l'autre les milices ouvrières et paysannes, contrôlées par les différents partis, syndicats et organisations politiques, sans aucune expérience dans la lutte contre une technique militaire moderne. Mais "l'esprit de la colonne" se développe vite et met à profit les leçons de la guerre. Cependant on reste constamment comme disait Berneri "entre la guerre et la Révolution". Nous ne donnerons qu'un exemple : Pour pouvoir exercer une pression constante sur les points faibles de la structure militaire de l'ennemi, pour coordonner les différentes armes, pour rationaliser les transports, pour standardiser le matériel, l'armement, la munition, et en général, le plan économique de guerre, la nécessité d'un commandement de coordination s'imposait.

On a dit que Berneri coupait les cheveux en quatre mais toute la question était là, est là :

"Je suis contre le commandement unique, mais pour l'unité du commandement".

Voilà une des principales différences entre l'armée et les partisans comme nous les comprenons. L'autre consiste dans les réalisations sociales pendant la lutte même et qui font que

"les aspects de la "guerre" mais son essence est celle de la révolution sociale"

(Berneri)

commandement général. Le moment le plus critique de la révolution sera celui où la bourgeoisie marchera contre elle avec des forces organisées. Ce moment critique obligera les travailleurs à recourir aux principes sus-indiqués.

Sous cet aspect, considérant les besoins de la stratégie militaire et également la stratégie de la contre-révolution, les forces armées de la révolution devront se créer sur les principes suivants :

- a) Le caractère de Classe de l'Armée
- b) Le volontariat
- c) La libre discipline (auto-discipline révolutionnaire)
- d) La subordination complète de l'armée révolutionnaire aux masses ouvrières et paysannes ainsi qu'aux organisations ouvrières et paysannes comme à tous les pays qui seront chargés de la conduite de la vie économique et sociale.

En d'autres termes : l'organe de la défense de la Révolution chargé de combattre aussi bien sur le front militaire ouvert que sur ceux de la guerre civile secrète (complète de la bourgeoisie, préparation des actions contre-révolutionnaires etc...) sera entièrement à la disposition des organisations productrices ouvrières et paysannes auxquelles il sera dirigé politiquement.

Nota : Avant d'être organisée conformément aux principes anarchistes déterminés, l'armée elle-même ne devrait pas être considérée comme une question de principes. Elle n'est que la conséquence de la stratégie militaire de la Révolution, une mesure stratégique à laquelle les travailleurs seront fatalement conduits par le processus même de la guerre civile. Mais cette mesure doit attirer notre attention, d'ores et déjà, elle doit être scrupuleusement étudiée dès maintenant dans le but d'éviter dans l'oeuvre de la protection et la défense de la Révolution tout retard irréparable, parce que le retard dans le temps de la guerre civile pourrait être néfaste pour l'accomplissement de toute la Révolution Sociale.

"Plateforme-D'organisation" d'un groupe d'anarchistes russes en exil signée par son secrétaire :

Pierre Archinoff, le 20/6/1926.

Quel enseignement pouvons-nous tirer de la guerre d'Espagne l'autre récente expérience à laquelle le mouvement anarchiste participait en tant que tel ?

"C'est une guerre civile à aspect de guerilla et dont les développements sociaux revêtent un caractère révolutionnaire et collectiviste"

(C. Berneri)

Mais toute solution au problème des besoins de la guerre était subordonnée à la solution de la question politique espagnole et même internationale. D'un côté une armée "régulière" organisée sur les principes classiques, bien équipée, encadrée d'officiers professionnels; de l'autre les milices ouvrières et paysannes, contrôlées par les différents partis, syndicats et organisations politiques, sans aucune expérience dans la lutte contre une technique militaire moderne. Mais "l'esprit de la colonne" se développe vite et met à profit les leçons de la guerre. Cependant on reste constamment comme disait Berneri "entre la guerre et la Révolution". Nous ne donnerons qu'un exemple : Pour pouvoir exercer une pression constante sur les points faibles de la structure militaire de l'ennemi, pour coordonner les différentes armes, pour rationaliser les transports, pour standardiser le matériel, l'armement, la munition, et en général, le plan économique de guerre, la nécessité d'un commandement de coordination s'imposait.

On a dit que Berneri coupait les cheveux en quatre mais toute la question était là, est là :

"Je suis contre le commandement unique, mais pour l'unité du commandement".

Voilà une des principales différences entre l'armée et les partisans comme nous les comprenons. L'autre consiste dans les réalisations sociales pendant la lutte même et qui font que

"les aspects de la "guerre" mais son essence est celle de la révolution sociale"

(Berneri)

La nécessité de la subordination complète de l'armée révolutionnaire aux masses ainsi qu'aux organisations ouvrières et syndicales dont parle Archineff n'avait pas échappé à Berneri. C'est avec une extrême justesse qu'il sentit le "tourment dangereux" qu'il fut décidé la militarisation des milices. Nous savons maintenant qu'en espérant ce tourment nous avons perdu politiquement la guerre des classes en Espagne et que dès lors ne pouvions, pas plus, et justement à cause de cela, la gagner militairement :

"La militarisation des milices n'est pas une solution uniquement d'ordre technique et c'est une faute politique que de l'avoir pacifiquement acceptée. La suppression du pouvoir des comités d'ouvriers et de soldats constitue un attentat au contrôle syndical des milices".

(Berneri : "Attention, Tourment Dangereux!" dans "Guerre des Classes")

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, le problème de la guerre des partisans n'est pas seulement militaire et politique : comme dans toute guerre, la condition indispensable reste une "économie de guerre" qui "doit avoir comme raison d'être absolue et comme but, l'utilité générale" (Berneri)

En effet, c'est là que se pose le problème du fameux premier jour.

"Réaliser pratiquement la transformation même sur un petit territoire arraché est mille fois plus importante que tous les manifestes et, naturellement, mille fois plus difficile.

(Lénine "Armée révolutionnaire")



La nécessité de la subordination complète de l'armée révolutionnaire aux masses ainsi qu'aux organisations ouvrières et syndicales dont parle Archineff n'avait pas échappé à Berneri. C'est avec une extrême justesse qu'il sentit le "tourment dangereux" qu'il fut décidé la militarisation des milices. Nous savons maintenant qu'en espérant ce tourment nous avons perdu politiquement la guerre des classes en Espagne et que dès lors ne pouvons, pas plus, et justement à cause de cela, la gagner militairement :

"La militarisation des milices n'est pas une solution uniquement d'ordre technique et c'est une faute politique que de l'avoir pacifiquement acceptée. La suppression du pouvoir des comités d'ouvriers et de soldats constitue un attentat au contrôle syndical des milices".

(Berneri : "Attention, Tourment Dangereux!"  
dans "Guerre des Classes")

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, le problème de la guerre des partisans n'est pas seulement militaire et politique : comme dans toute guerre, la condition indispensable reste une "économie de guerre" qui "doit avoir comme raison d'être absolue et comme but, l'utilité générale" (Berneri)

En effet, c'est là que se pose le problème du fameux premier jour.

"Réaliser pratiquement la transformation même sur un petit territoire arraché est mille fois plus importante que tous les manifestes et, naturellement, mille fois plus difficile.  
(Lénine "Armée révolutionnaire")

SOITE ET FIN PAGE 01-COINTE



Si les paysans participent très faiblement à l'insurrection socialiste espagnole en 1934, la raison en est la réforme agraire manquée, comme la collectivisation des terres et des usines furent un des principaux facteurs de la défaite du fascisme deux ans plus tard en Catalogne.

" En réalité, le moyen le plus puissant pour la défense de la révolution consiste dans la juste solution de ces problèmes positifs : celui de la production, celui de la consommation, celui de la terre "

( Archinoff. )

A cet aspect de la guerre des partisans doit se superposer dans notre optique, une " phase internationale " dans laquelle la conscience de classe et la solidarité du prolétariat international peuvent être décisifs.

Cette solidarité se manifeste dans les sabotages, dans le refus de travailler pour l'économie de guerre du gouvernement qui combat la révolution, dans l'envoi de volontaires ( brigades internationales ) et dans l'aide matérielle et technique. Mais elle doit se manifester surtout dans la lutte contre les classes dirigeantes propres.

" Paris envoie des ambulances, des vivres et des volontaires. Cela ne suffit pas, Paris ne donne pas ce qu'il possède de plus puissant : sa colère..."

( Berneri )

#### CONCLUSION

-----

Nous ne faisons pas ici une apologie systématique de la guerre des partisans, sans se préoccuper des circonstances politiques et des conditions particulières, économiques et morales. Personne ne peut rattacher le mouvement anarchiste à une seule forme, bien déterminée, de la lutte. Personne ne peut nier le caractère anarchiste des détachements de partisans de Makno ou de la colonne Durruti. Si leur forme était différente, c'est que ces camarades ont su s'instruire de tendances spontanées de masses ; ont su comprendre que diverses formes de lutte correspondent aux divers moments de l'Histoire et dépendent des diverses conditions politiques, économiques, démographiques, culturelles, aux divers " climats " psychologiques et moraux. Nous n'avons aucune prétention d'enseigner aux masses les formes de lutte ni les limites. La modification de la conjoncture, l'aggravation des crises, l'expérience des guerres et, d'autre part, l'accroissement de la conscience et de lutte des classes apportent des moyens nouveaux et créent des formes nouvelles, nous tenons simplement à affirmer que nous considérons la guerre des partisans comme une des formes les plus efficaces à condition de lui donner un contenu révolutionnaire.

P. Z.

---

Nous donnons ci-après la bibliographie des ouvrages ayant servis à l'élaboration de cet article.

## BIBLIOGRAPHIE.

- C. Berneri : ... "Guerre de classes en Espagne"  
Kitcha Popovitch "Révision du marxisme léninisme, au sujet de la guerre de libération en Yougoslavie" 1949  
Boulganine ..... "Trente années des forces armées soviétiques" 23 Février 1948  
Tito : ..... "Le caractère spécifique de la guerre de libération" N° 1 du "Communiste", oct. 46.  
Marx-Engels : .. "L'Espagne révolutionnaire" oct. 1854.  
Lénine : ..... "L'armée révolutionnaire"  
Mao-Tse-Tung : K "Les problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine"  
Malatesta : .... "Scritti scelti"  
General Aubry Dixon et  
Otte Heilbrunn : "Guerilla et contre-guerilla"  
P.C. Standing .. "Guerilla Leaders of the world"  
Archineff : .... "Plate-forme d'organisation" (Paris, 20/6/1926.)  
Voline : ..... "La révolution inconnue"

### LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE

Dans notre dernier (et premier) numéro, nous avons publié deux textes du mouvement syndicaliste libertaire suédois, la S.A.C. (Sveriges Arbetares Centralorganisation) concernant : 1°) le problème de la nationalisation d'une entreprise, 2°) la position de nos camarades face à la guerre.

Si nous revenons sur le premier de ces problèmes dans notre N° 2, le cas de la S.A.C. face à un conflit international nous semble également justifier la parution d'une étude plus approfondie sur un sujet dont l'actualité peut devenir brûlante d'un instant à l'autre, et ce, à l'ère des toasts amicaux d'un Kroutencov ou le bon scurire d'un Eisenhower...

Il va sans dire que le point de vue des camarades de Suède a suscité maintes réactions et discussions dans les milieux libertaires. En deux mots, rappelons celui-ci :

1°) La S.A.C. a toujours lutté pour la cause de la paix.

En cas de guerre ou de menace de guerre entre deux pays démocratiques, la S.A.C. se battra pour exiger des négociations. Si échec de celles-ci, S.A.C. recommande l'action directe des masses des pays antagonistes contre leurs propres gouvernements.

2°) Au cas d'un conflit entre une démocratie et une dictature (fascisme, bolchevisme, etc...) la S.A.C. se range aux côtés de la démocratie, sans toutefois opter pour une notion de "Patrie" quelconque. La S.A.C. choisit simplement la démocratie comme un moindre mal.

Nous ne pensons pas avoir déformé la pensée des camarades en rappelant aussi succinctement leur position. En affirmant ici la nôtre nous ne pensons pas plus trancher définitivement la question car s'il est relativement facile d'exprimer des principes généraux, combien d'entre nous peuvent dire avec certitude ce qu'ils feront au moment du suprême choix ? N'importe, le mérite des camarades de S.A.C. sera d'avoir ouvert un dialogue en précisant très nettement une position avec laquelle les libertaires de nombreux pays risquent d'être

en désaccord.

Si les camarades de S.A.C. envisagent l'antifascisme en Espagne selon cette optique, nous sommes évidemment d'accord. Quant à l'hitlérisme et pour prendre la situation en France, certains ont lutté dans les maquis sans pour cela s'engager chez Leclerc ou dans les F.F.L. en essayant de donner à leur combat le maximum de caractère de classe. Il est vrai que sur ce dernier point, les étatistes que sont les trotskistes donnèrent souvent la leçon aux anarchistes, mais cela est une autre histoire sur laquelle nous espérons revenir plus en détail.

En résumé, il ressort de ces différentes observations que nous sommes en désaccord avec la position des camarades de S.A.C. Nous aimerions que le dialogue se poursuive et s'élargisse, l'enjeu en est suffisamment grave.

CHRISTIAN

### VERS LA GESTION OUVRIERE ?

Le rapport de nos camarades mineurs et métallurgistes du syndicalisme libertaire suédois avait le mérite de poser certains problèmes sociaux d'un point de vue pratique, et, sans que nous approuvions nécessairement leurs solutions, d'une façon plus révolutionnaire que bien des déclarations doctrinales.

Le problème était de changer le statut d'une de ces grosses sociétés d'économie mixte (partagée entre l'Etat et le Capital privé) comme il en existe tellement en France et dans les pays capitalistes modernes. Etant donné l'intérêt de l'entreprise pour l'économie nationale il n'était pas question de le transférer au capital privé mais à l'état.

A cela nos camarades, allant à l'encontre de tout le mouvement socialiste et communiste ont répondu : non-et par cela même ils étaient libertaires.

En effet, dans le monde contemporain la politique de tous les partis réactionnaires ou progressistes, sociaux démocrates ou fascistes, travaillistes ou staliniens, n'a tendu qu'à une chose : renforcer l'appareil économique de l'état.

Dans tous les pays les nationalisations ont été le mot d'ordre des partis de gauche comme la réalisation des gouvernements de droite. Chaque fois que l'état, en Russie comme en Angleterre comme en France, mettait la main sur un secteur de l'économie cela était présenté comme une victoire du seul Etat, c'est à dire de la bureaucratie dirigeante quels que soient les saints auxquels elle se voue.

La nationalisation peut être une victoire du grand Capital privé car il a toujours été entendu que les entreprises non rentables (nécessitant de trop gros investissements pour de trop petits profits) doivent être gérées par l'état. Ceci est à l'origine de la notion de Service Public qui sert à légitimer l'existence de l'Etat. Alors qu'en réalité l'opération consiste à les porter aux frais généraux de la grande masse de la population et non plus du grand capital.

Mais ce n'était pas le cas pour les mines de fer de Laponie entreprise fructueuse. Le riche était simplement d'accroître le Capital d'état aux dépens du Capital privé. Soit : remplacer la peste par le choléra. Nous n'épiloguerons pas sur les mérites et démérites de chacun d'eux.

Quand un parti politique assiste à une nationalisation, au fond il se réjouit même s'il est dans l'opposition car il espère bien un jour gérer le tout avec l'Etat (1).

Telle n'est pas l'attitude des libertaires qui n'ont aucune envie d'hériter de tout cela. Ils savent seulement que le plus puissant de tous les monopoles c'est le monopole d'état et le plus impuni car le seul qui se fasse passer pour l'intérêt général.

C'est le cas des G.A.A.R. par exemple et nous exprimons déjà notre opposition au texte de S.A.C. en écrivant dernièrement :

"Le texte tend à préparer "L'Union Sacrée" avant même le déclenchement d'un conflit. Récemment une dépêche d'agence annonçait que selon un sondage d'opinion effectué en Suède, environ 80 % de la population était prêt à défendre le pays en cas d'attaque. Il est donc pour le moins étonnant pour nous de voir le syndicalisme libertaire ne pas se ranger parmi les 20 % qui, par conséquent, "ne marchent pas".

En effet, comment ne pas se sentir étonnés, pour ne pas dire plus, au choix de libertaires en faveur de la "démocratie" en fait du capitalisme, Oui; bien sur, nous entendons bien que la S.A.C. fait abstraction de toute idée de "patrie", de toute idée de défense d'un territoire déterminé en prenant "hésiter le parti de la démocratie contre la dictature" mais le résultat est là et toutes les précisions et justifications rassurantes pour notre concept internationaliste n'y changeront rien. Et d'abord, qu'entendent nos camarades par "démocratie" ? le droit de se réunir dans une arrière-salle de café pour discuter politique alors que la réciproque est interdite dans les pays dits du Rideau de Fer ? Que le droit de réunion, de parole, de publication soit plus grand dans nos "démocraties", d'accord, nous serions stupides de le nier (encore que ces droits élémentairement démocratiques s'amaigrissent de jour en jour, voir la situation en France par exemple) mais c'est là que commence précisément la méprise. Oui, pour un certain nombre de camarades libertaires, constater cette différence entre les régimes capitalistes et bureaucratiques équivaut à "choisir" le moindre mal. Toute une partie de notre optique se trouve faussée par un dilemme erroné, par une formulation archi-boiteuse : "Choisirai-je la peste ou le choléra ?" alors qu'il serait peut-être plus logique d'essayer de ne pas être malade.

Il y a quelques années, un certain nombre d'entre-nous contribuèrent au lancement d'une campagne en faveur du 3<sup>ème</sup> Front. Qu'entendions-nous par là ? Simplement qu'il était temps d'essayer de dénystifier les travailleurs et qu'à la notion d'un choix-suicide inéluctable entre les blocs russes et américains, existait un 3<sup>ème</sup> front de combat commun, celui des exploités. Sans doute, notre formule n'était-elle pas parfaite car elle fut maintes fois diversement interprétée. Toutefois, les G.A.A.R. n'en ont pas abandonné l'esprit s'ils en sont légèrement changé la forme. Ils constatent en effet le partage du monde en 2 blocs antagonistes, l'impossibilité pour des révolutionnaires de s'inféoder à l'un ou l'autre de ces blocs, ni de les scutenir. Le seul terrain de lutte est celui des classes, laquelle est menée sur le front international et prolétarien, (Extrait d'une résolution sur la guerre adoptée au premier congrès des G.A.A.R.)

Certes, on nous répondra qu'il s'agit de grands mots et que la réalité est plus simple. En effet, il est très simple de prendre le fusil en cas de guerre pour défendre la démocratie contre la dictature. Il est par contre beaucoup plus compliqué d'essayer de ne pas se conduire en valets des ETATS où nous vivons, quels qu'ils soient (puisqu'il n'existe pas encore de pays à régime libertaire, à ce que nous sachions) et cette deuxième attitude est évidemment en relation directe avec les "grands mots" cités plus haut.

Nous nous méfions des "Unions sacrées" et la défense d'un régime de moindre mal fit sonner maints révolutionnaires dans un militarisme aux étranges sous-jacences, y compris Kro-

potkine et Jean Grave au début de la "Grande Guerre" (sic) et en 1939 le danger hitlérien peut également être une justification à prendre les armes et le livre Kaki pour défendre la "démocratie". On nous permettra de dire qu'envisager le problème sous cet angle est bien prioritaire pour des libertaires car avant les effets, il faut voir les causes et nous ne croyons pas que les camarades qui partirent en 1936 en Espagne pour se battre dans la colonne Lurruti furent moins antifascistes que les troupes gouvernementales se battant pour une république "démocratique".

o) Ce droit formel est encore des moyens financiers dont on ne peut pas disposer.



Or l'interêt général tel que nous l'entendons n'est pas d'étendre le pouvoir d'une bureaucratie dirigeante, mais de permettre à chacun d'avoir un pouvoir direct sur les choses et de diriger effectivement sa vie.

Et l'"entreprise coopérative populaire" préconisée par nos camarades est la plus sûre étape sur le chemin d'une société libre-étant considéré qu'en l'occasion il s'agit évidemment d'une réforme au sein du système capitaliste et étatiste, limitée pour l'instant à ce cadre.

Nous n'avons pas l'illusion de venir à bout du Capital ni de l'Etat en espérant généraliser cette réforme. Nous savons qu'il faut plus : la révolution. Mais en attendant, cette réforme est un moindre mal et surtout rapproche beaucoup plus de la révolution que toutes les nationalisations d'U.R.S.S ou d'ailleurs.

En effet le socialisme ne consiste pas à remettre les usines à un Etat qui se dit prolétarien ou populaire, mais aux travailleurs de cette usine. Le progrès social ne se situe pas simplement dans l'expansion du revenu national global, dans l'accroissement de la production et le perfectionnement technique (cela l'Etat l'obtient souvent mais par des mesures coercitives infiment coûteuses et donc avec un moindre rendement que s'il n'était pas là.) Le socialisme ce n'est pas cela contrairement à ce que croient les technocrates des deux côtés du rideau de fer, le socialisme c'est avant tout la gestion ouvrière. Dans le cadre des sociétés actuelles la part est faible, mais cette véritable réforme vaut d'être obtenue car c'est la meilleure antidote à une bureaucratisation post-révolutionnaire. On ne peut tout arracher à l'Etat et notamment la propriété. Mais en fin de compte la propriété compte moins que la gestion : elle peut être transférée du jour au lendemain alors que la gestion ne s'improvise pas toujours. Et puis, la propriété est de plus en plus un droit théorique, masquant la véritable possession. Qu'importe-t-il qu'une usine appartienne à l'Etat, à une Régie nationale ou à une Société anonyme, qu'est-ce que cela change que cet Etat soit prolétarien ou cette société soviéto-étrangère ? Ce qui compte c'est que les ouvriers soient maîtres de sa gestion et qu'ils gardent l'emploi du plus possible des bénéfices.

Or nos camarades suédois entendaient soustraire le maximum à l'Etat, puisque la direction qu'ils prévoient à l'entreprise comprenait une représentation des travailleurs supérieure à celle de l'administration publique, cette dernière étant elle même répartie entre l'Etat à proprement parler, et les communes, certainement moins parasitaires et plus contrôlables que l'Etat.

L'écueil dans cette direction est d'aboutir à "un groupe de capitalistes au sein de la classe ouvrière". C'est le danger des coopératives considérées comme une fin en elles-mêmes et menant à un "capitalisme collectif" fondé lui aussi sur le profit et finalement aussi désordonné, aussi contradictoire que l'autre. ( 2 )

Cependant qu'on y prenne garde, le capitalisme du milieu du XXème siècle est de moins en moins contradictoire en ce sens; car étant de moins en moins libéral et de plus en plus monopolisé il est à l'échelon de l'économie nationale progressivement fermée de plus en plus coordonné. L'Economie planifiée pouvait paraître révolutionnaire à Lénine mourant, il est peu d'Etat capitaliste qui aujourd'hui ne dispose d'un Plan d'Etat aussi détaillé que celui instauré par Trotsky.

Nous ne contestons pas la nécessité d'une planification centrale, nous déplorons seulement qu'elle s'opère à l'Ouest comme à l'Est au bénéfice de ceux qui en décident, aux bénéfices de la classe dirigeante.

Et dans le cadre actuel tout ce qui pourra être soustrait au centre sera autant de gagner pour les ouvriers.

Demeurant bien entendu que la révolution n'est pas plus le morcellement de l'économie en coopératives rivales qu'en la substitution de bureaucrates d'origine ouvrière à la bureaucratie existante. Mais au contraire dans l'extension de bas en haut de la gestion ouvrière mise en place par les conseils ouvriers jusqu'à l'échelon coordinateur de l'économie. Solution opposée à celle adoptée définitivement par les bolchevistes russes à l'issue de la discussion sur les syndicats de I 921.

Un autre inconvénient de toute extension partielle du système coopératif dans le cadre du capitalisme est celui de tous les " aménagements " à l'échelle de l'entreprise qui ont pour but d'intéresser le travailleur à son travail, de le faire participer à la vie de l'entreprise. C'est à dire d'en faire non plus un producteur malgré lui mais un esclave volontairement docile et consciencieusement intelligent. C'est le but de toutes les recherches de productivité, dépassant la simple élévation des normes. Il faut évidemment éviter d'aller dans le sens, de cette création d'une hypnose sociale à l'américaine ou à la russe, et qui tend à faire de l'ouvrier, attaché à son travail, un animal plus productif donc sur lequel il y a plus à gagner.

Ce danger existe encore dans une société coopérative où l'Etat participe à la direction et aux bénéfices, mais il est limité parce que les ouvriers restent seuls juges et seuls maîtres de leur capacité de travail.

Il faudrait aussi revenir sur les différences de salaires qu'avait aboli un moment la révolution russe et définitivement la révolution espagnole, et que nos camarades suédois pensent réduire mais non supprimer dans l'immédiat, concession de l'esprit libertaire aux coutumes d'une société de classes. Il faudrait aussi examiner les détails de nomination, de contrôle et d'utilité réelle des postes directeurs.

Mais dans l'ensemble la solution préconisée reste une des meilleures immédiatement réalisable et meilleure que toutes celles en ce moment réalisées.

Car les travailleurs sont maîtres de l'usine ce qu'ils ne sont nulle part dans le monde.

Car ils sont à l'abri des fluctuations du capitalisme privé : ce qu'ils ignorent à l'Ouest, tout en étant libres de quitter l'entreprise ce qu'ils ignorent à l'Est.

Ils restent aux prises avec le grand fléau mondial: le Capitalisme d'Etat.

#### SAVIGNY

1°) Il a fallu attendre 10 ans après la guerre pour que le Parti Communiste français, perdant espoir de remonter en selle constate par le plume de Thorez dans le bulletin destiné aux ouvriers de Renault que la nationalisation de ces usines n'avait abouti au fond qu'à quelques " modifications dans la répartition du capital "

2°) Solution à peine moins illusoire que la prétendue démocratie économique des vastes sociétés anonymes où chaque porteur d'actions a théoriquement voix au chapitre; et où comme dans les démocraties le pouvoir effectif appartient à quelques gros politiques.

-----  
" En général l'art de gouverner consiste à prendre autant d'argent possible d'une partie des citoyens pour le donner à l'autre "  
(VOLTAIRE)

-----  
" On reconnaît qu'une classe est politiquement dirigeante quand elle ne paye pas sa part d'impôt "  
( André SIEGRIED )

-----  
" La politique c'est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde "  
( P. VALÉRY )

-----  
" il est dans l'ordre que le maître ne sache rien de l'esclave "  
( ALAIN )

Léon Tolstoï naquit en 1828. Les serfs travaillaient encore sur les terres riches de sa noble famille, on observait les fêtes religieuses et, plus tard, on discutait timidement des réformes d'Alexandre II. Il ne devait mourir qu'en 1910, 8 ans après la révolution avortée de 1905 et 8 ans seulement avant celle - encore plus tragiquement avortée - de 1917.

Il y avait chez Tolstoï un chrétien primitif et sans église ( et aussi contre l'église ), un slave large et un Hindou profond et surtout un adepte de la non-violence.

Au cours de cette longue vie, il a pu mesurer la rapidité de l'évolution sociale et il a su comprendre son sens. Peu à peu, il se sépara de son monde originaire et se rapprocha de ceux que la contesse, sa femme, appelait " les obscurs ". Il n'acceptait plus d'argent pour ce qu'il écrivait et ses livres portent maintenant des titres tels que : " Résurrection ", " Maître et Serviteur " et beaucoup d'autres dont on ne parle jamais, comme si l'okhrana ( police du Tsar ) qui les avait saisis, existait encore...

La veille de sa mort, à sa fille qui lui demandait s'il voulait quelque chose, il répondit " non, et je vous conseille de vous rappeler qu'il y a au monde beaucoup d'êtres humains en dehors de Léon Tolstoï..." Ce furent, là, ses dernières paroles.

En faisant la sélection de quelques textes admirables et si souvent méconnus qui expriment la pensée libertaire de Tolstoï et que vous lirez plus loin, nous avons pensé à ses dernières paroles et nous nous sommes rappelé surtout de ceux qui, derrière les barbelés de Karaganda, Vorkuta et autres camps soviétiques, se réclament de Léon Tolstoï et résistent à l'oppression stalinienne.

En effet on a beaucoup parlé de camps russes et nous n'avons pas l'intention, pour le moment, de revenir là-dessus. Nous connaissons trop bien le rôle économique ( pour ne parler que de cet aspect ) des camps de travail soviétiques, pour que les déclarations " sensationnelles " provoquées par les nécessités tactiques dans la lutte interne des dirigeants, ne puissent pas changer l'optique de cet article - mais nous avons été frappé par les affirmations d'un camarade autrichien, militant révolutionnaire, déporté pendant plusieurs années en Sibérie et que nous avons eu l'occasion de rencontrer l'an dernier après sa libération. D'après ce camarade, la grande masse des camps est composée : de travailleurs sans orientation idéologique bien précise, sans parler des " brigands " qui terrorisent la population avoisinante et profitent énormément de l'antagonisme de la double direction : économique et policière; quelques " trotskistes " dont l'activité principale se limite aux pétitions en vue de réparation de " l'erreur judiciaire " les ayant conduits là, eux, bons citoyens soviétiques; quelques socialistes de gauche, révolutionnaires authentiques mais isolés; et de groupes d'anarchistes se réclamant surtout de Makno, ukrainiens en majorité, ignorant souvent jusqu'aux noms des autres théoriciens et hommes d'action anarchistes, mêmes russes ( Bakounine, Kropotkine etc...) quant à leur influence un fait important nous a été signalé par le camarade autrichien précité : contrairement à ce que l'on pourrait penser d'après la " grande presse d'information ", les fameuses grèves dans les camps de concentration soviétiques qui ont éclaté peu après la mort de Staline, n'ont pas été déclenchées à Vorkuta, mais d'abord à Karaganda où, comme on le sait, furent déportés de nombreux militants de la C.N.P.-F.A.I qui se trouvaient en U.R.S.S à la fin de la guerre civile espagnole. En vue de briser le mouvement, sans pour autant perdre des travailleurs précieux et...peu coûteux pour l'économie soviétique, l'administration des camps pensa y arriver en dispersant, en isolant les " mençurs "

et en les transférant dans d'autres camps:... mesure imprudente et qui ne comptait pas sur la ténacité révolutionnaire de nos camarades ou de ceux qui avaient profité de leur enseignement. Dispersés, ils ne furent pas isolés et c'est parmi les dépotés qui se disaient " Tolstofiens " qu'ils trouvaient les meilleurs compagnons de lutte.

En effet, le groupe idéologique le plus nombreux, le plus compact le mieux organisé dans les camps soviétiques est celui des " Tolstofiens ". C'est aussi le plus combatif et dont les militants n'hésitent pas devant les sacrifices, mêmes suprêmes... Leur doctrine s'inspire des idées libertaires et communautaires toujours vivantes dans le peuple russe, ( le " unir " russe comme la " Zadruga " des slaves du sud restent pour nous des exemples de réalisations communautaires, ) ainsi que des écrits révolutionnaires de Tolstoï ( dont nous avons extraits quelques passages ) et également d'une tradition religieuse, celle de " doukhobors " qui a le même sens de révolte contre le pouvoir de l'Eglise que de l'Etat et qui n'est qu'un aspect, mystique certes, de la lutte, surtout des masses paysannes, pour leur libération. Il serait faux de nier son sens profondément révolutionnaire à cause d'une métaphysique qui n'est pas la nôtre. Non, nous n'irons pas nous réclamer de la Sainte Jeanne d'Arc, comme le fait le P.C.F mais malgré toutes les divergences philosophiques et métaphysiques nous sommes avec ces paysans révoltés contre l'Etat, contre l'oppression contre le Pouvoir politique, contre aussi le Pouvoir spirituel. Car le caractère révolutionnaire de ces mouvements de paysans révoltés, qu'ils s'appellent : Frères moraves de Jan Hus, Cathares, Bogoumils, Doukhobors ou Tolstofiens, n'implique pas obligatoirement l'existence d'un programme basé sur le... matérialisme dialectique et une lutte est objectivement une lutte révolutionnaire, pour et contre l'Autotité, contre l'Exploitation sous toutes ses formes. C'est dans ce sens que leur lutte doit être appréciée, non du point de vue du formalisme doctrinaire, mais de celui de ses résultats effectifs. Car " l'anarchie ne peut se réaliser qu'en augmentant graduellement en intensité et en extension... avec l'aide de tous ceux qui sont d'accord avec nous en tout ou en partie... car elle est réalisable seulement dans la mesure où les hommes voudront la réaliser. " (Malatesta)

Et ce n'est pas par hasard que les " Tolstofiens " le jour de la révolte à Verkoka, ont fait flotter le drapeau noir sur les fortresses de la plus criminelle mystification.

#### GORSKY.

Les lignes qui suivent sont extraites du livre de Tolstoï : " Le Royaume de Dieu " selon la traduction de l'excellent ouvrage de ELTZBACHER " L'Anarchisme ". Ce livre malheureusement introuvable est un exposé comparatif extrêmement méthodique de la pensée des grands fondateurs de l'anarchisme : Godwin, Stirner, Proudhon, Bakounine, Tucker, Tolstoï et Kropotkine. Tolstoï écrit du livre de Eltzbacher " C'est un bon ouvrage. L'exposition de mes doctrines est au plus haut degré exacte et consciencieuse. "

Voici donc comment pour Tolstoï se maintient le pouvoir de l'Etat :

" Grâce à une organisation des plus artificielles montée de toute pièce à la faveur de perfectionnements scientifiques et qui fait que les hommes sont sous un charme dont ils ne peuvent s'affranchir. Ce charme consiste actuellement en 4 MOYENS D'INFLUENCE...

L'HYPNOTISATION DU PEUPLE (- opinion erronée de ce que l'état actuel des choses est immuable et qu'il doit être maintenu, tandis qu'en réalité il n'est immuable que parce qu'on le maintient )  
se fait en cultivant deux SORTES DE SUPERSTITIONS à savoir LA RELIGION  
et le PATRIOTISME

LA CORRUPTION ( C'est-à-dire l'action d'enlever la richesse aux classes laborieuses à l'aide d'IMPOTS et de la distribuer à des fonctionnaires qui pour ce salaire continuent et même aggravent l'asservissement du peuple. )

L'INTIMIDATION ( présenter l'ordre gérant de l'Etat - qu'il soit libre, républicain ou despotique à outrance - comme quelque chose de saint et d'immuable et de menacer de châtements les plus atroces tout essai de changer cet ordre )

L'ARMÉE... on prélève du nombre de toutes les personnes abruties et hypnotisées par les moyens précédents, un certain nombre d'hommes qu'on soumet à des procédés encore plus énergiques d'abrutissement et de bestialisation, de façon qu'ils deviennent entre les mains du gouvernement des instruments sans aucune volonté, et qu'ils commettent toutes les brutalités et toutes les cruautés que ce gouvernement leur demande.

Voilà le cercle de la violence fermé

L'INDIVIDATION, LA CORRUPTION, L'HYPNOSE amènent les hommes à se faire soldats.

Les SOLDATS de leur côté rendent possible le fait de PUNIR les hommes, de PILLER leurs biens, de CORROMPRE les fonctionnaires avec cet argent, d'HYPNOTISER la masse et d'en faire des soldats qui à leur tour fournissent les moyens de commettre tous ces crimes."

---

---